

Les Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise

Agglomération lyonnaise

Beaujolais

Boucle du Rhône en Dauphiné

Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain

La Dombes

Loire Centre

Monts du Lyonnais

Nord-Isère

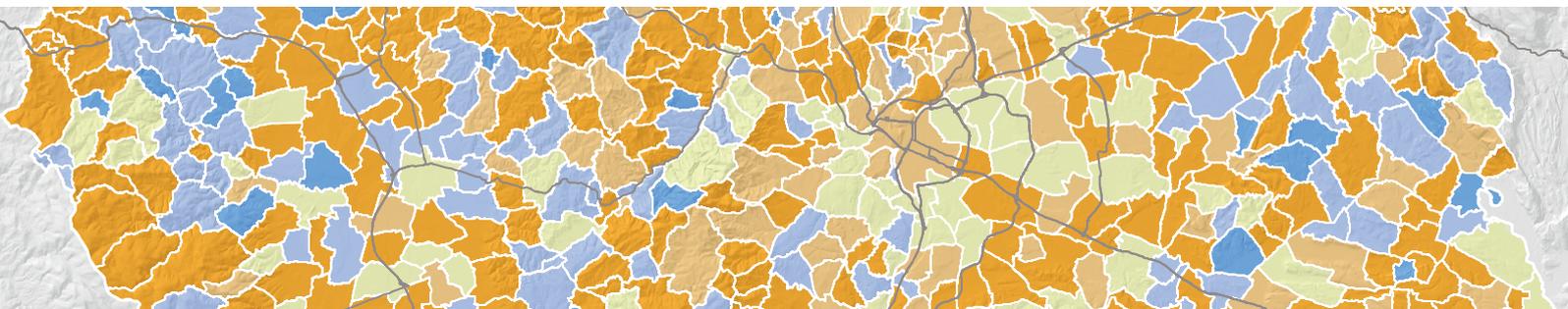
Ouest lyonnais

Rives du Rhône

Roannais

Sud Loire

Val de Saône-Dombes



Dynamiques économiques au sein de l'aire métropolitaine lyonnaise

Février 2017

Sommaire

1	Périurbanisation économique et résidentielle	3
2	Dynamiques sectorielles à l'oeuvre sur le territoire	10
3	Mutation de l'appareil productif et des emplois	28
4	Précarisation de l'emploi et montée du chômage	36
5	Conclusion et ouverture	42

Introduction

Selon les tenants de la nouvelle économie géographique initiée par Paul Krugman*, l'avenir résiderait principalement dans les métropoles. Il s'agirait de concentrer les moyens de production en un petit nombre de lieux, puis de distribuer les fruits de la croissance à travers le territoire. Les plus grandes aires urbaines sont celles qui créeraient le plus d'emplois et seraient aujourd'hui le lieu essentiel de création de richesse. Les dynamiques économiques à l'oeuvre ces vingt dernières années confirment cette tendance.

Pourtant, ces dernières années, nous assistons en France à une certaine convergence des taux de chômage sur l'ensemble du territoire malgré des dynamiques de l'emploi hétérogènes. Les membres du Conseil d'analyse économique** notent que depuis 2000, après avoir fortement augmenté dans les années 1980 et 1990, l'écart extrême de taux de chômage entre régions métropolitaines s'est réduit en passant de 8,5 points en 1998 à 5,3 points en 2013. Ils poursuivent en démontrant que la croissance actuelle diffuserait moins vers les territoires moins développés sous l'effet :

- De la désindustrialisation et de la nouvelle géographie de la production industrielle notamment
- De la convergence des coûts du travail
- Du besoin de proximité des entreprises

Olivier Bouga-Olga*** remet en cause le postulat selon lequel « plus on est grand plus on est performant » que ce soit dans le domaine des régions, des métropoles, des universités ou bien des entreprises.

Ces constats posés au niveau du territoire français, qu'en est-il au sein de l'aire métropolitaine lyonnaise ? Dans quelle mesure existe-t-il une périurbanisation de l'emploi en parallèle de la périurbanisation résidentielle ? Le processus de développement économique à l'oeuvre conforte-t-il les pôles urbains ? Qu'en est-il pour les territoires ruraux ? Où se situent les concentrations d'emplois ? Que montre l'analyse fonctionnelle de l'emploi ? Et les évolutions de l'emploi salarié privé ? Quelles sont les profils économiques des différents territoires de l'aire métropolitaine ? Quelles sont les évolutions spécifiques de la région stéphanoise ? Quelles interdépendances entretiennent les deux métropoles de Lyon et de Saint-Etienne ?

La présente étude a pour ambition de décrire et d'analyser les dynamiques économiques et d'emplois sur l'aire métropolitaine lyonnaise**** à partir d'indicateurs qui portent notamment sur :

- Les dynamiques des différents secteurs d'activité et celles des territoires ;
- L'analyse fonctionnelle des emplois ;
- L'évolution des demandeurs d'emplois.

** La nouvelle économie géographique applique à l'économie régionale les nouvelles théories du commerce international. Il s'agit d'une approche renouvelée des travaux de l'économie régionale sur la polarisation et la croissance locale

** Philippe Askenazy et Philippe Martin, Promouvoir l'égalité des chances à travers le territoire, CAE, février 2015

*** Olivier Bouga-Olga, Michel Grossetti. La métropolisation, horizon indépassable de la croissance économique ? 2014

**** Le périmètre retenu ici est celui de l'inter-Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise

1 Périurbanisation économique et résidentielle

L'aire métropolitaine lyonnaise constitue le second territoire économique français après la région parisienne. Elle concentre près de 3,3 millions d'habitants, soit 42% de la population régionale et 8% de la population nationale ainsi que près d'1,4 millions d'emplois, soit 44% des emplois régionaux et 5% des emplois nationaux.

La population et l'emploi de l'aire métropolitaine lyonnaise (AML) sont aujourd'hui concentrés dans les territoires les plus urbains.

L'agglomération lyonnaise se démarque avec 1 400 000 habitants et près de 717 000 emplois (soit 43% et 52% de l'AML) ainsi que le Sud Loire avec 515 500 habitants et 200 700 emplois (de l'ordre de 15% de l'AML).

En dehors du Roannais, l'ensemble des Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise ont vu leur nombre d'habitants augmenter, tendance particulièrement marquée dans le Nord-Isère et les territoires les plus ruraux.

La récente crise économique n'a pas été sans impact sur l'évolution du nombre d'emplois. Alors que l'emploi total a augmenté de +16,6% entre 1999 et 2013 au sein de l'aire métropolitaine lyonnaise, l'emploi salarié privé a stagné (+0,1%) entre 2008 et 2015. Les territoires ligériens ont été plus particulièrement touchés puisqu'ils ont vu leur nombre d'emplois salariés privés diminuer.

Population et emploi au sein de l'Inter-Scot

	POPULATION 2013	EVOLUTION POPULATION 1999-2013	EMPLOI TOTAL 2013	EVOLUTION EMPLOI TOTAL 1999-2013	EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ 2015	EVOLUTION EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ 2008-2015
AGGLOMÉRATION LYONNAISE	1 401 078	+11,6%	716 827	+20,9%	345 150	+1,8%
SUD LOIRE	515 449	+2,0%	200 710	+6,0%	137 954	-6,2%
LES RIVES DU RHÔNE	244 233	+14,6%	86 585	+10,1%	59 663	-0,1%
BEAUJOLAIS	221 079	+21,1%	81 345	+11,1%	52 886	-2,1%
NORD-ISÈRE	214 338	+23,1%	76 920	+21,9%	56 820	+2,9%
BUGEY CÔTIÈRE PLAINE DE L'AIN	137 090	+20,1%	54 325	+25,9%	39 393	+2,3%
QUEST LYONNAIS	129 382	+18,2%	42 343	+37,6%	32 926	+9,1%
ROANNAIS	105 706	-0,1%	43 266	-1,6%	27 676	-2,2%
BOUCLE DU RHÔNE EN DAUPHINÉ	87 735	+26,5%	21 206	+14,2%	13 713	-0,6%
LOIRE CENTRE	72 178	+14,1%	22 107	+14,1%	12 528	-3,0%
VAL DE SAÔNE DOMBES	55 899	+23,8%	14 507	+23,8%	9 045	+2,3%
MONTS DU LYONNAIS	39 975	+19,4%	12 763	+12,4%	7 674	+4,5%
LA DOMBES	37 315	+20,1%	10 410	+20,1%	5 883	+4,4%
INTER-SCOT	3 261 457	+12,4%	1 383 314	+16,6%	801 311	+0,1%

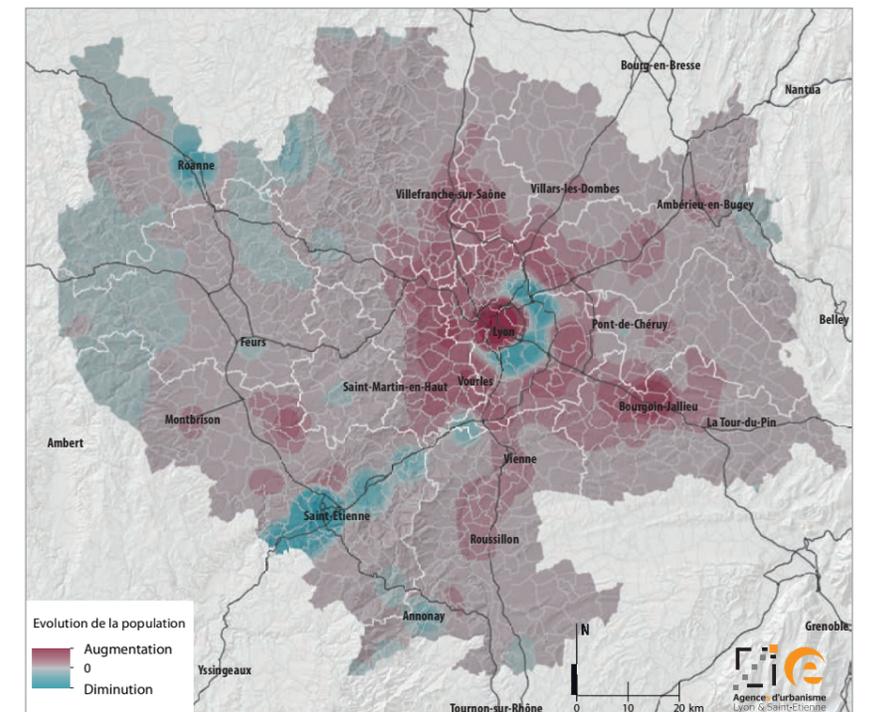
1990-1999 : une périurbanisation résidentielle et économique marquée dans les villes-centres

Le processus de périurbanisation de la population en cours depuis les années 1970 se conforte sur la période 1990-1999, avec un accent un peu plus marqué dans les quartiers populaires. Cette périurbanisation s'explique principalement par la pression foncière à l'œuvre dans les villes-centres et l'attrait de la maison individuelle.

En parallèle, on observe une périurbanisation des emplois avec des pertes d'emplois importantes dans les villes-centres (Lyon, Saint-Etienne, Roanne, Saint-Chamond, Villefranche-sur-Saône, etc.) au profit de leur première couronne (Est lyonnais, Plaine du Forez, etc.). Ce processus est particulièrement marqué dans les communes industrielles. Cette évolution s'explique par la tertiarisation croissante de l'économie ainsi que par la réduction des effectifs industriels et/ou de leur desserrement dans les communes de première couronne dans lesquelles les zones d'activités se sont massivement développées au cours de cette période.

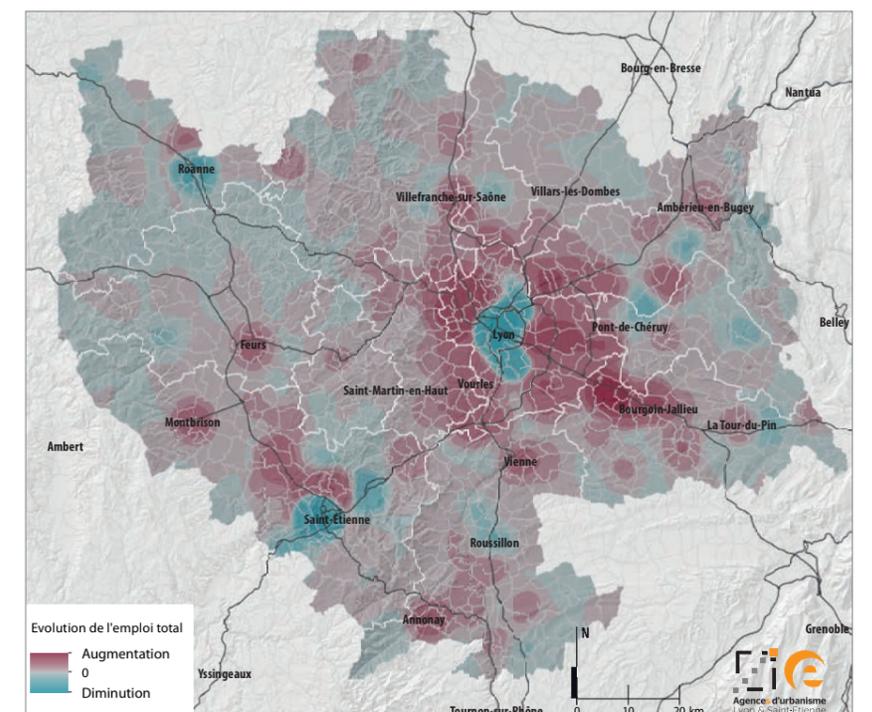
Cette période voit le nombre de logements individuels s'accroître dans les premières couronnes ainsi que les grandes zones d'activité se développer à l'extérieur des villes-centres.

Evolution de la population entre 1990 et 1999



source : INSEE RP - traitements epures

Evolution de l'emploi entre 1990 et 1999



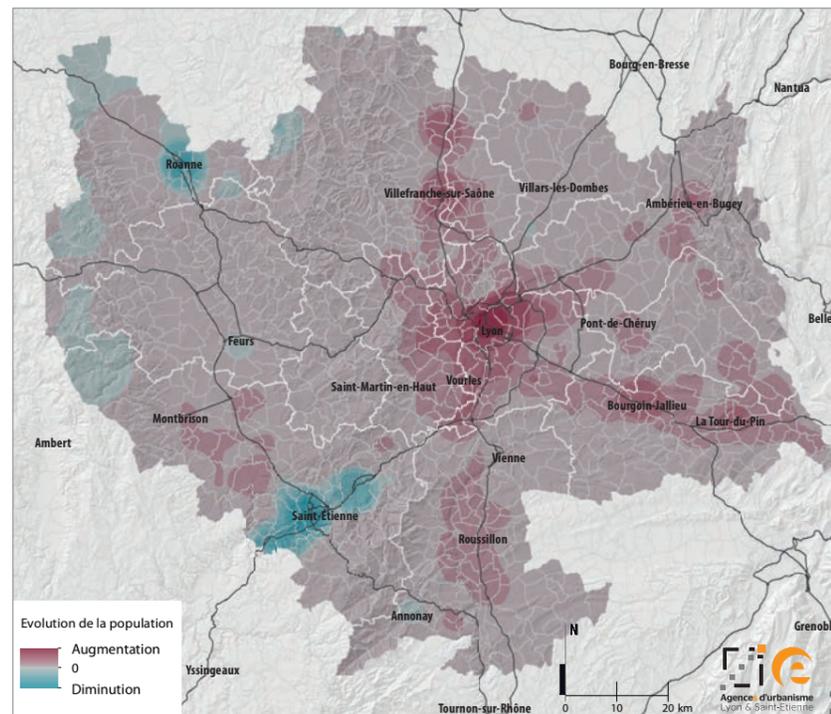
source : INSEE RP - traitements epures

**1999-2007 :
une progression de l'emploi
dans les villes-centres
et leur périphérie,
une périurbanisation
de la population malgré
une situation disparate
selon les villes-centres**

La période 1999-2007 est marquée par une poursuite de la périurbanisation résidentielle vers les communes de première et deuxième couronne. Les villes-centres, quant à elles, présentent des situations contrastées : alors que Saint-Etienne et Roanne perdent des habitants, les autres principales villes en gagnent.

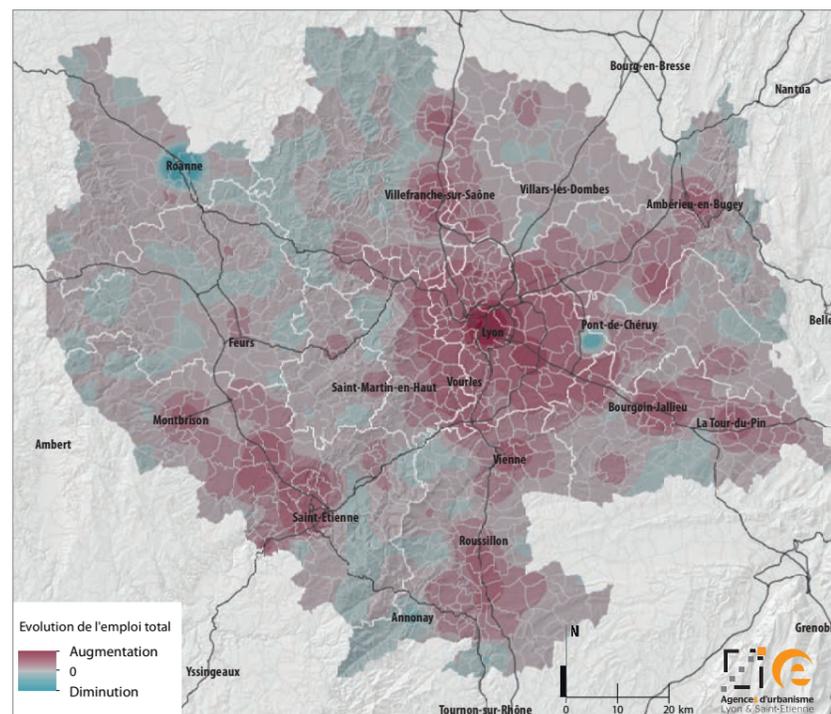
En parallèle et à quelques exceptions près (Roanne, Annonay), l'emploi progresse fortement dans les villes-centres ainsi que dans les premières couronnes. Ce constat s'explique principalement par un contexte de croissance économique nationale et mondiale favorable. A cette période, les villes-centres deviennent attractives pour les activités relevant des services aux particuliers et des services aux entreprises en recherche d'aménités urbaines (transports en commun, etc.).

Evolution de la population entre 1999 et 2007



source : INSEE RP - traitements epures

Evolution de l'emploi entre 1999 et 2007



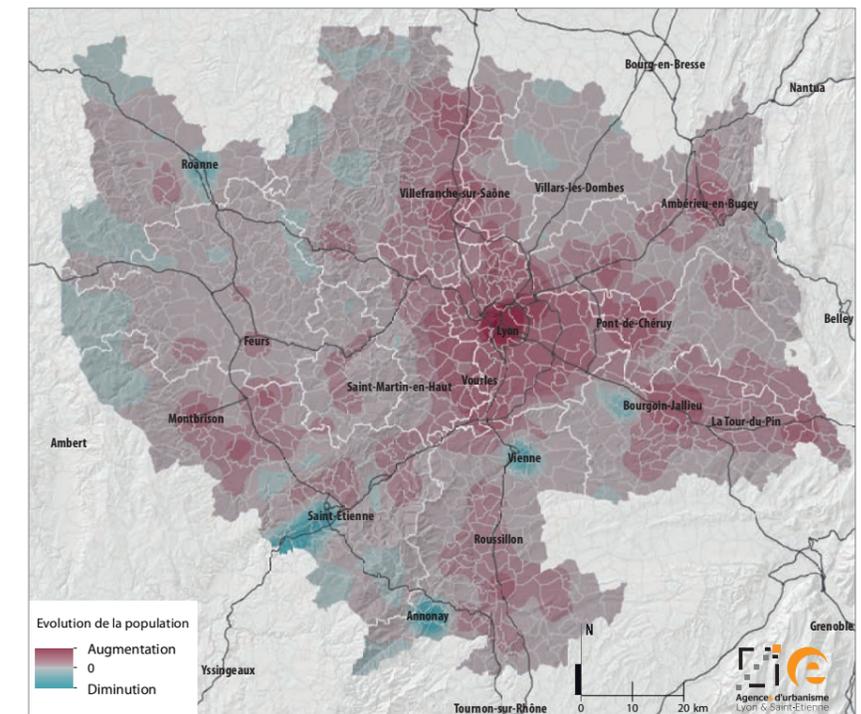
source : INSEE RP - traitements epures

**2008-2013 :
une périurbanisation
résidentielle et économique
qui se poursuit,
des situations contrastées
dans les villes-centres**

La période 2008-2013 est marquée par la poursuite du processus de périurbanisation démographique qui a tendance à s'étendre de plus en plus loin des cœurs d'agglomération

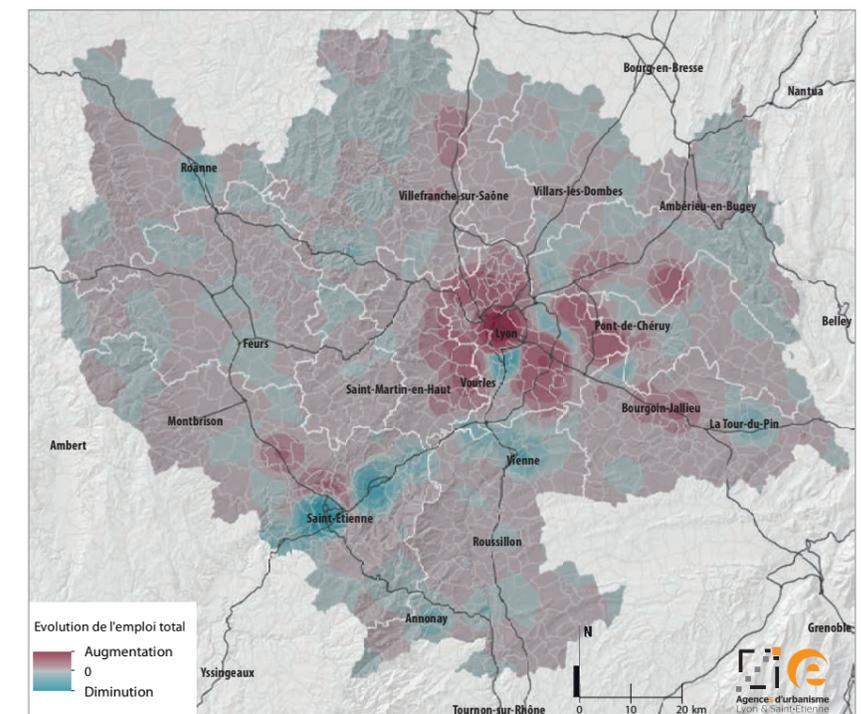
La périurbanisation de l'emploi se poursuit aussi malgré des disparités selon les types d'activité accueillis dans les territoires. L'agglomération lyonnaise (en dehors de la vallée de la chimie qui perd des emplois industriels) se démarque par son dynamisme. Les villes de Bourgoin-Jallieu, Ambérieu-en-Bugey, Villars-les-Dombes, Brignais, Saint-Quentin-Fallavier ont connu des croissances d'emplois importantes. En revanche, Saint-Etienne, Saint-Chamond, Rive-de-Gier, territoires où l'industrie est plus ancrée, sont en difficulté au profit de la plaine du Forez et des villes limitrophes comme Andrézieux-Bouthéon, Saint-Priest-en-Jarez, La Talaudière ou Saint-Jean-Bonnefonds. Il en est de même pour Vienne et Annonay.

Evolution de la population entre 2008 et 2013



source : INSEE RP - traitements epures

Evolution de l'emploi entre 2008 et 2013



source : INSEE RP - traitements epures

Les villes-centres attractives sur le plan économique

Le ratio entre le nombre d'emplois et le nombre d'actifs permet de mesurer l'attractivité économique d'un territoire. Les communes les plus attractives (aux ratios « Emplois / Actifs » les plus élevés) sont de deux types : des communes composées d'un nombre important d'habitants et d'emplois, à l'image de Lyon, Saint-Etienne, Saint-Priest, Vénissieux, Bron, Roanne, Villefranche-sur-Saône, Bourgoin-Jallieu ; des communes qui, au regard de leur nombre d'emplois et d'établissements, présentent une forte spécificité économique, notamment industrielle.

Quelques exemples :

Saint-Vulbas (centrale nucléaire du Bugey (1 400 emplois) ; Limonest : spécialisation dans les services aux entreprises (Sopra Steria, Acta, DAP GSI France) ; Saint-Quentin-Fallavier : spécialisation dans le transport-entrepôt et l'industrie (Valeo, Ikea) ; Marcy-l'Étoile : Sanofi Pasteur (3 200 emplois), Biomérieux (1 400 emplois), etc. ; Saint-Priest-en-Jarez : Centre Hospitalier Universitaire Hôpital Nord (3 500 emplois) ; Andrézieux-Bouthéon : spécialisation dans le transport-entrepôt et l'industrie (SNF, Norbert Dentressangle) ; Pierre-Bénite : Centre Hospitalier Lyon Sud (4 300 emplois).

Un processus de périurbanisation qui s'accompagne d'une forte consommation foncière

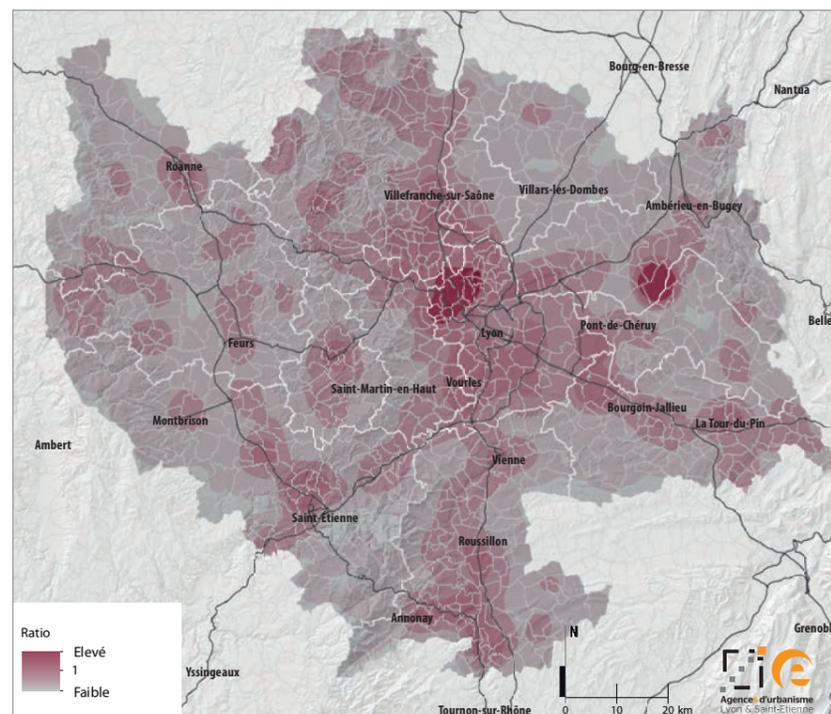
Plus de 1 000 ha artificialisés chaque année

Entre 2005 et 2015, plus de 10 300 hectares (hors espaces en mutation) ont été artificialisés dans l'aire métropolitaine lyonnaise, soit plus de 1 000 ha consommés par an. L'artificialisation s'est faite essentiellement au détriment des espaces agricoles.

21% des surfaces artificialisées par les activités économiques

Sur ces 10 500 ha, 21% sont le fait des activités économiques et 7% sont liés aux infrastructures routières, ferro-

Ratio emploi / actif en 2012



source : INSEE RP - traitements epures

viaires, portuaires et aéroportuaires. Le reste de l'artificialisation (72%) est lié aux espaces urbains, résidentiels principalement.

Les espaces artificialisés sont composés des espaces urbains, des activités et des espaces en mutation

Les activités comprennent les zones d'activités économiques ainsi que les infrastructures routières et ferroviaires, portuaires et aéroportuaires.

Artificialisation : processus de transformation d'espaces agricoles ou naturels en espaces artificialisés (urbains, activités et en mutation)

Une artificialisation qui s'est ralentie ces cinq dernières années

L'artificialisation a ralenti ces cinq dernières années. L'artificialisation est passée de 1 320 ha/an sur la période 2005-2010 à 740 ha/an sur la période 2010-2015.

L'artificialisation pour le développement d'espaces urbains a particulièrement ralenti. Elle est en effet passée de 920 ha/an à 600 ha/an sur la dernière période. L'artificialisation pour les activités économiques a suivi cette même tendance, passant de 280 ha/an entre 2005 et

2010 à 150 ha/an entre 2010 et 2015. En revanche, l'artificialisation par les nouvelles infrastructures a fortement progressé sur la dernière période, passant de 20 ha/an entre 2005 et 2010 à 120 ha/an entre 2010 et 2015.

Une artificialisation à vocation économique qui a ralenti dans quasiment l'ensemble des Scot ces cinq dernières années

Le Scot de l'Agglomération Lyonnaise a représenté 21% des surfaces artificialisées pour les activités économiques entre 2005 et 2015. Le Scot Sud Loire a représenté 15% de cette artificialisation, le Scot Nord-Isère, 13%, et le Bucopa, 11%. Il est à noter qu'en 2015 le Scot de l'Agglomération Lyonnaise représente 32% des surfaces à vocation économique de l'aire métropolitaine lyonnaise.

L'artificialisation à vocation économique a ralenti dans l'ensemble des Scot sur la période 2010-2015 comparativement à la période 2005-2010, à l'exception des Rives du Rhône, dont les surfaces artificialisées à vocation économique ont été identiques sur les deux périodes.

Surfaces économiques au sein de l'Inter-Scot

	STOCK EN 2015 en ha	EVOLUTION 2005-2010		EVOLUTION 2010-2015		EVOLUTION 2005 ET 2015 en ha	TAUX D'ÉVOLUTION ANNUEL ENTRE 2005 ET 2015
		en ha	en %	en ha	en %		
AGGLOMÉRATION LYONNAISE	6406	320	5%	137	2%	457	0,7%
BEAUJOLAIS	1512	83	6%	51	3%	134	0,9%
BOUCLE DU RHÔNE	738	75	12%	60	9%	135	2,0%
BUCOPA	1761	160	11%	78	5%	238	1,5%
LA DOMBES	373	32	10%	24	7%	56	1,6%
LES RIVES DU RHÔNE	1796	88	5%	89	5%	177	1,0%
LOIRE CENTRE	293	37	16%	21	8%	58	2,3%
MONTS DU LYONNAIS	216	10	6%	7	3%	17	0,8%
NORD-ISÈRE	1970	180	11%	102	5%	282	1,6%
OUEST LYONNAIS	799	72	11%	51	7%	123	1,7%
ROANNAIS	619	72	14%	29	5%	101	1,8%
SUD LOIRE	3064	249	9%	88	3%	337	1,2%
VAL DE SAÔNE-DOBES	377	37	12%	29	8%	66	1,9%
INTER-SCOT	19 923	1415	8%	766	4%	2181	1,2%

Source : Spot Thema 2005 - 2015

Ce ralentissement global de la consommation foncière à vocation économique peut s'expliquer par le ralentissement économique que connaît la France depuis la crise de 2008 d'une part, en particulier pour les activités les plus consommatrices d'espaces (industrielles et logistiques), et par un développement économique plus vertueux, plus dense, moins consommateur d'espaces mis en œuvre par les Scot et les EPCI d'autre part.

Le processus de périurbanisation en cours depuis plusieurs années au sein de l'aire métropolitaine lyonnaise ainsi que l'attractivité de certaines villes-centres ne sont pas sans impact sur les déplacements domicile-travail effectués chaque jour par les navetteurs. Ces évolutions modifient le rapport aux territoires en les rendant davantage interdépendants. L'aire métropolitaine lyonnaise est composée de territoires divers et variés qui présentent chacun des spécificités. Les mutations qui sont à l'œuvre mettent de plus en plus l'accent sur les complémentarités territoriales.

Les évolutions de populations et d'emplois ont des impacts territoriaux forts : elles bouleversent les déplacements domicile-travail, artificialisent de plus en plus les sols, engendrent de nouvelles manières de travailler (essor du numérique), etc. ; favorisant des liens entre des territoires qui coopéraient peu il y a quelques années.

Artificialisation : processus de transformation d'espaces agricoles ou naturels en espaces artificialisés (urbains, activités et en mutation).

Les espaces artificialisés sont composés des espaces urbains (habitat et équipements), des activités et infrastructures et des espaces en mutation (chantiers, carrières et espaces libres urbains).

Les activités et infrastructures comprennent les zones d'activités économiques et les infrastructures routières et ferroviaires, les zones portuaires et aéroportuaires.

Les surfaces des espaces à vocation économique prennent uniquement en compte les zones d'activités économiques : zones industrielles, zones commerciales, parcs technologiques et zones d'activités tertiaires et bâtiments agricoles.

Surfaces des espaces urbains

	STOCK EN 2015 en ha	TAUX D'ÉVOLUTION ANNUEL ENTRE 2005 ET 2015
AGGLOMÉRATION LYONNAISE	25385	0,4%
BEAUJOLAIS	12991	0,6%
BOUCLE DU RHÔNE	6984	0,9%
BUCOPA	8094	0,6%
LA DOMBES	3522	0,5%
LES RIVES DU RHÔNE	16098	0,6%
LOIRE CENTRE	7996	0,8%
MONTS DU LYONNAIS	3169	0,7%
NORD-ISÈRE	12013	0,7%
OUEST LYONNAIS	7439	0,4%
ROANNAIS	7867	0,6%
SUD LOIRE	19280	0,7%
VAL DE SAÔNE-DOBES	3777	0,7%
INTER-SCOT	134615	0,6%

Source : Spot Thema 2005 - 2015



Dynamiques sectorielles à l'œuvre sur le territoire

L'aire métropolitaine lyonnaise a vu son nombre d'emplois augmenter de 16% entre 1999 et 2012, atteignant 1 376 000 emplois en 2012. Cependant, cette dynamique n'est pas perceptible dans tous les secteurs d'activités et dans tous les territoires.

Une géographie industrielle en mutation

Un processus de desserrement des emplois industriels

Avec 217 500 emplois en 2012, l'industrie représente 16% de l'emploi de l'aire métropolitaine lyonnaise.

La Plaine du Forez, l'Est Lyonnais, la Vallée

du Rhône, le Nord-Isère, le Val-de-Saône, la Côtère de la Dombes et la Plaine de l'Ain sont les territoires dans lesquels l'industrie est encore bien ancrée (plus de 25% de l'emploi total). Ce sont eux qui accueillent les grands sites industriels de l'aire métropolitaine lyonnaise.

On observe ainsi une périurbanisation des emplois industriels qui ont tendance à quitter les villes-centres au profit des territoires périphériques. Une évolution qui s'explique en grande partie par des disponibilités de surfaces foncières de plus grande envergure et par un coût plus attractif du foncier qui permet aux chefs d'entreprises d'acquérir des espaces plus grands, des locaux plus adaptés tout en bénéficiant d'une meilleure desserte routière / autoroutière et de facilités de stationnement.

Une dynamique de désindustrialisation qui touche plus fortement les territoires historiquement industriels

L'emploi industriel a diminué de -19% entre 1999 et 2012 au sein de l'aire métropolitaine lyonnaise, perdant au total près de 51 400 emplois. Des pertes qui s'expliquent par l'impact de la concurrence étrangère, l'évolution de la productivité mais aussi l'externalisation de certaines tâches des entreprises industrielles vers le secteur des services (nettoyage, sécurité, informatique, télécommunications, etc.). La dynamique économique de l'emploi industriel se caractérise par des pertes d'emplois mais également par un desserrement croissant des activités industrielles vers des zones d'activité économique de périphérie.

Cette baisse a été particulièrement forte dans les territoires au profil économique historiquement plus industriel à l'image du Roannais qui a perdu plus de 40% de ses emplois sur cette période passant de 31% d'emplois industriels en 1999 à 18% en 2012. Le Sud Loire (Saint-

Etienne, vallée du Gier, Ondaine), le Nord Isère (La Verpillière), la Boucle du Rhône en Dauphiné, le Beaujolais, Loire Centre, la vallée de la chimie (Saint-Fons, So-laize) n'ont pas été épargnés avec des baisses comprises entre 21% et 26%.

A l'inverse, trois territoires se démarquent par des gains d'emplois industriels : les Monts du Lyonnais (+5,0%, soit 140 emplois), l'Ouest Lyonnais (+5,9%, soit 430 emplois) et le Val de Saône-Dombes (+16,8%, soit 525 emplois), des hausses d'autant plus significatives que ces territoires sont bien dotés en emplois industriels (respectivement 23%, 19% et 24% contre 16% de l'emploi total au sein de l'AML).

Le concept d'activité dans le recensement de la population insee

Le concept d'activité introduit par le nouveau recensement de la population s'est sensiblement élargi : après une question portant sur la situation principale des personnes interrogées, une question nouvelle vise à réintégrer dans l'emploi toutes les personnes qui même si elles ne sont pas classées spontanément comme telles, travaillent actuellement, y compris celles ayant un emploi occasionnel ou de très courte durée.

Le nouveau recensement couvre mieux les situations intermédiaires telles que celles des étudiants exerçant un "petit boulot" ou des retraités continuant à avoir une activité professionnelle réduite. Il en résulte que la comparaison avec le recensement de 1999 doit être maniée avec précaution.

Classification des activités en trois domaines :

- Industrie : industrie extractive, fabrication des denrées alimentaires, fabrication de textile-habillage, travail du bois, industrie du papier, industrie chimique, industrie pharmaceutique, fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, métallurgie et fabrication de produits métalliques, fabrication de produits informatiques, électroniques et informatiques, fabrication d'équipements électriques, fabrication de machine et équipements, fabrication de matériels de transport.

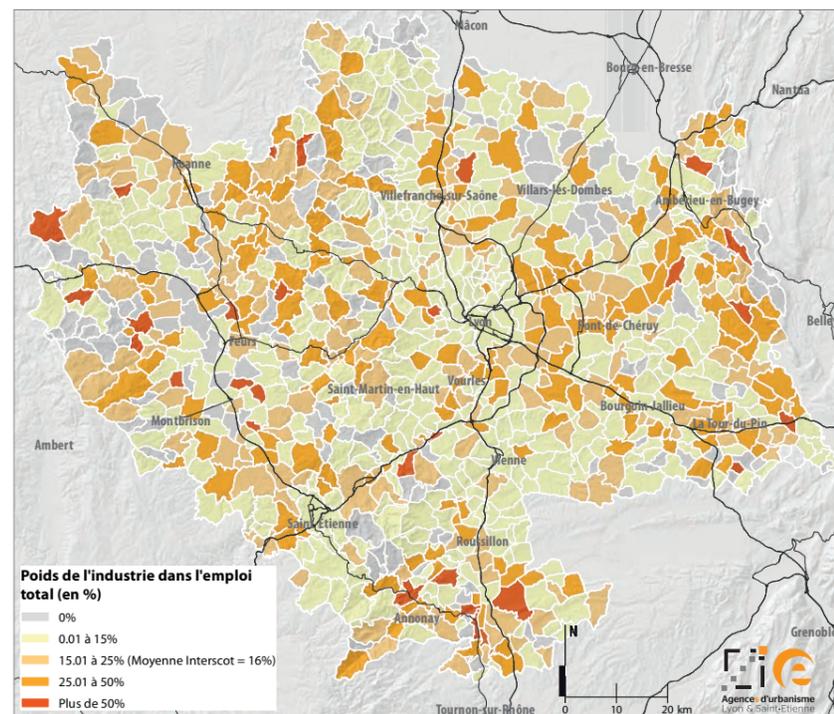
- Services aux particuliers : administration publique, enseignement, hébergement-restauration, hébergement médico-social et social, action sociale sans hébergement, activités pour la santé humaine, art-spectacles et activités récréatives, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

- Services aux entreprises : édition-audiovisuel et diffusion, activités informatiques et services d'information, activités financières et d'assurance, activités immobilières, activités juridiques-comptables-gestion, recherche-développement scientifique, autres activités scientifiques et techniques, activités de services administratifs et de soutien.

Les plus gros pourvoyeurs d'emplois salariés privés dans l'industrie en 2015 :

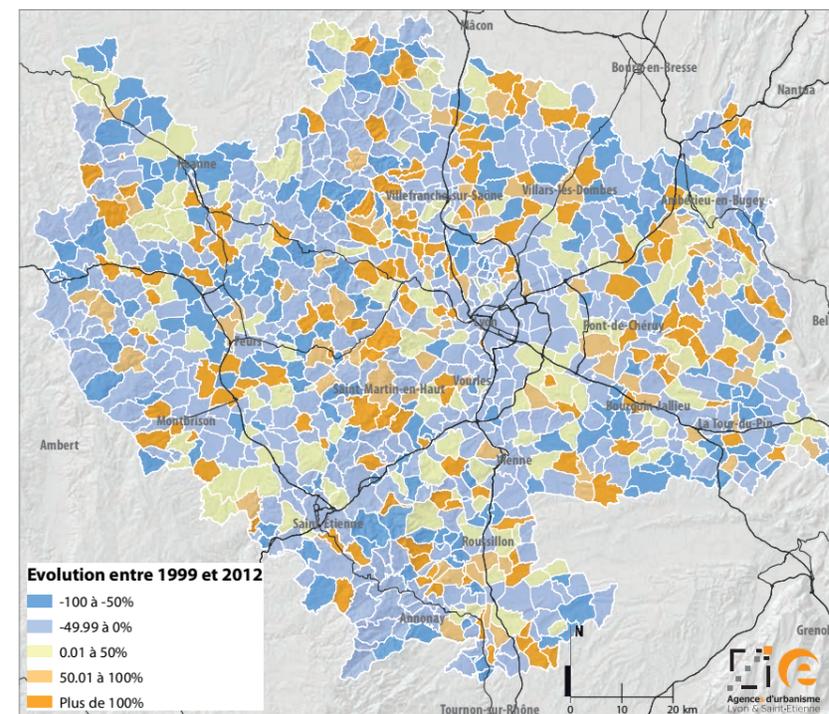
- L'Agglomération lyonnaise **65 330**,
- le Sud Loire **32 170**,
- les Rives-du-Rhône **17 620**,
- le Bugey Côtère Plaine de l'Ain **14 090**,
- le Nord-Isère **13 970**,
- le Beaujolais **13 260**,
- le Beaujolais **11 050**.

Part des emplois industriels dans l'emploi total



source : INSEE RP - traitements epures

Evolution du nombre d'emplois industriels entre 1999 et 2012



source : INSEE RP - traitements epures

2008-2015, évolution de l'emploi salarié privé dans l'industrie :

La seule hausse :
Ouest Lyonnais **+8%, +630 emplois**

Les plus fortes baisses :
le Roannais **-20%, -1 540 emplois ;**
le Beaujolais **-15%, - 2 320 emplois ;**
le Sud Loire **-14%, - 5 270 emplois ;**
la Boucle du Rhône en Dauphiné **-14%, -740 emplois.**

Des pertes d'emplois industriels amplifiées sur les territoires les plus touchés par la crise économique

Le processus de désindustrialisation s'est vu amplifié ces dernières années avec une perte de -11% de l'emploi salarié privé industriel à l'échelle de l'inter-Scot entre 2008 et 2015. Seul l'Ouest lyonnais n'a pas été affecté par la crise économique puisqu'il affiche une croissance de +8%. Certains territoires ont été particulièrement touchés par la crise économique, à l'image du Roannais, du Beaujolais, du Sud Loire et de la Boucle du Rhône en Dauphiné.

Des spécificités industrielles affirmées

Certains territoires se démarquent par une forte représentation de certains secteurs d'activité industriels comparativement à l'ensemble de l'aire métropolitaine lyonnaise :

- La métallurgie et la fabrication de produits métalliques dans le Sud Loire, le Beaujolais, l'Ouest lyonnais, Loire Centre, la Boucle du Rhône en Dauphiné et le Val de Saône-Dombes ;
- La fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits dans le Sud Loire, le Nord-Isère, le Beaujolais, les

rives du Rhône, le Roannais, les Monts du lyonnais et Loire Centre à mettre en relation avec le poids de l'agriculture ;

- La fabrication de machines et équipements dans l'Ouest lyonnais et le Val de Saône-Dombes ;
- La fabrication de produits en caoutchouc et en plastique dans le Sud Loire, le Bugey Côtière-Plaine de l'Ain, le Beaujolais, le Nord-Isère, les Rives du Rhône, le Roannais et la Boucle du Rhône en Dauphiné ;
- La fabrication de matériels de transport dans l'Agglomération lyonnaise, les Rives du Rhône ;
- L'industrie chimique dans l'Agglomération lyonnaise et les Rives du Rhône, le Bugey Côtière-Plaine de l'Ain et la Boucle du Rhône en Dauphiné ;

• La fabrication de textiles, les industries de l'habillement dans le Nord-Isère, le Beaujolais, Loire Centre, le Roannais, le Bugey Côtière-Plaine de l'Ain et la Boucle du Rhône en Dauphiné ;

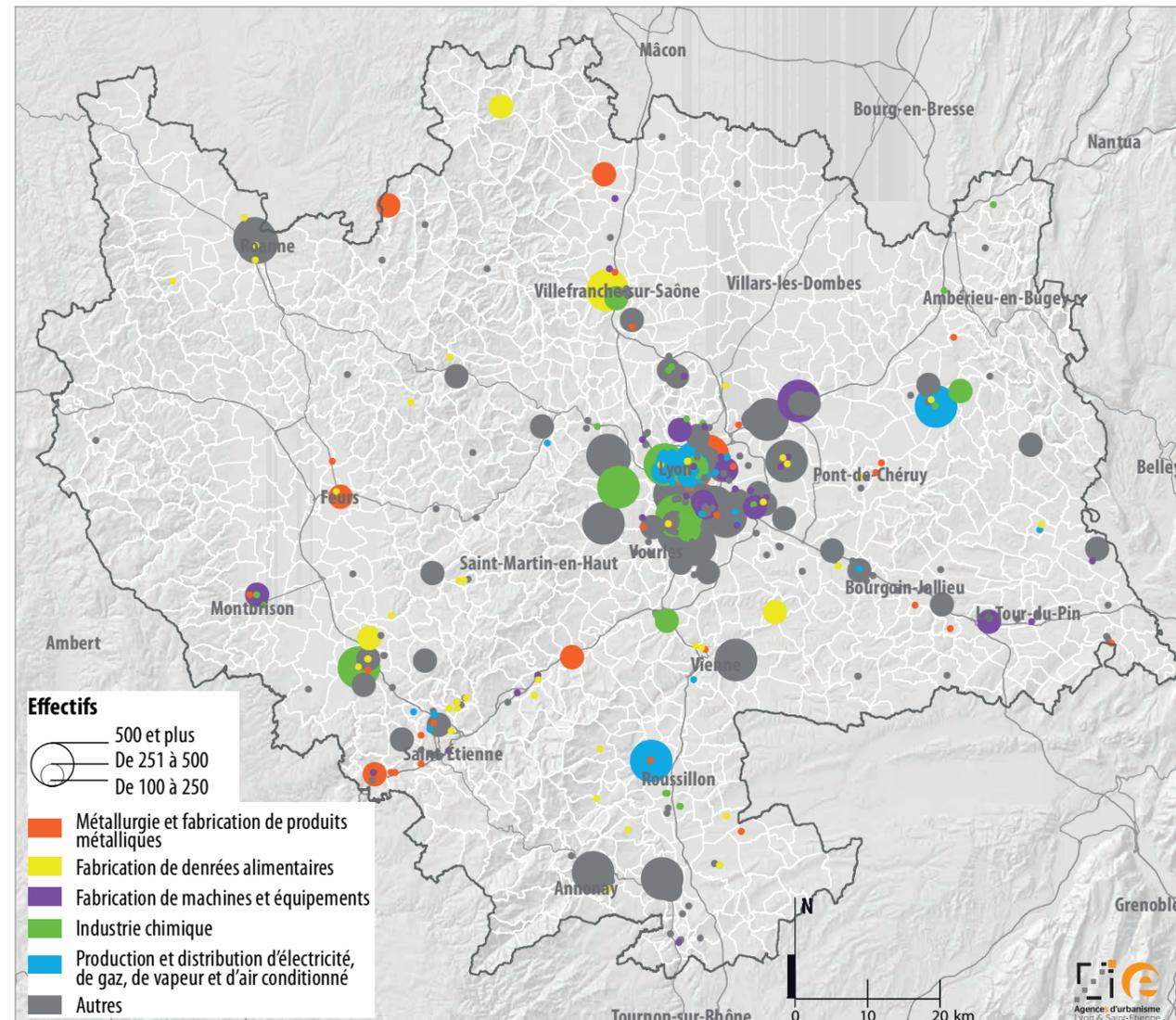
- La fabrication d'équipements électriques dans le Bugey Côtière-Plaine de l'Ain et les Rives du Rhône ;
- L'industrie pharmaceutique dans l'Agglomération lyonnaise, l'Ouest lyonnais et les Rives du Rhône ;
- La production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution dans les Rives du Rhône, le Nord-Isère et le Bugey Côtière-Plaine de l'Ain ;
- Le travail du bois, industries du papier et imprimerie dans les Rives du Rhône ;
- La production et distribution d'électri-

ciété-gaz-vapeur dans le Bugey Côtière-Plaine de l'Ain.

La totalité de l'aire métropolitaine lyonnaise est concernée par la présence d'établissements de grande taille (supérieure à 200 salariés) et de nombreux Scot se démarquent par des établissements de 500 salariés ou plus : Agglomération lyonnaise, Sud Loire, Roannais, Rives du Rhône, Bugey-Côtière-plaine de l'Ain.

La concentration de grands établissements est toutefois variable selon les Scot : l'Agglomération lyonnaise concentre une très grande partie d'entre eux, un constat qui s'explique aussi par la présence de nombreux sièges sociaux.

Localisation des établissements industriels de 100 salariés et plus



source : INSEE RP - traitements epures

Les entreprises industrielles de 700 emplois et plus

SANOFI PASTEUR	Industrie pharmaceutique	Marcy l'Etoile	3 200
RENAULT TRUCKS	Fabrication de matériels de transport	Saint Priest	2 700
RENAULT TRUCKS RENAULT TRUCKS	Fabrication de matériels de transport	Venissieux	2 200
BIOMERIEUX SA	Industrie pharmaceutique	Marcy l'Etoile	1 400
ELECTRICITE DE FRANCE CENTRE PRODUCT NUCLEAIRE BUGEY	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	Saint Vulbas	1 400
AREVA NP	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	Lyon	1 200
IVECO FRANCE	Fabrication de matériels de transport	Annonay	1 100
BIOMERIEUX SA bioMérieux	Industrie chimique	Craponne	1 000
SNF SAS	Industrie chimique	Andrézieux Bouthéon	900
BOIRON	Industrie pharmaceutique	Messimy	900
BOCCARD	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	Villeurbanne	900
ELECTRICITE DE FRANCE CNPE DE SAINT ALBAN	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	Saint Maurice l'Exil	900
JTEKT AUTOMOTIVE LYON	Fabrication de matériels de transport	Irigny	800
BAYER SAS	Industrie chimique	Lyon	800
SANOFI PASTEUR	Industrie pharmaceutique	Lyon	700
MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Roanne	700
PLASTIC OMNIUM COMPOSITES	Fabrication de matériels de transport	Saint Désirat	700
NEXTER SYSTEMS	Fabrication de matériels de transport	Roanne	700
ELECTRICITE DE FRANCE S E P T E N	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	Villeurbanne	700

Source : Diane+ 2016

Grille de lecture :

la part des emplois salariés privés dans l'inter-Scot /
la couleur symbolise la dynamique 2008-2015 (baisse en rouge, stabilité en bleu, vert en hausse) /
le caractère spécifique du Scot dans un secteur donné est mentionné en gras.

Illustration :

Le Sud Loire concentre 29% des emplois de l'inter-Scot dans la métallurgie. Il a vu ses emplois diminuer dans ce secteur entre 2008 et 2015. Il présente une spécificité dans ce secteur par rapport à l'inter-Scot. Exemples d'entreprises les plus pourvoyeuses d'emplois : Industeel France, etc.

Tableau récapitulatif de la répartition territoriale des emplois salariés privés dans les secteurs les plus pourvoyeurs et des entreprises les plus représentatives en termes de nombre d'emplois

MÉTALLURGIE ET LA FABRICATION DE PRODUITS MÉTALLIQUES 14% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Baisse de -19% entre 2008 et 2015	
Sud Loire (29%)	Industeel France (Chateaufort), Aubert et Duval (Firminy), Techniques Surfaces Andrézieux (Andrézieux-Bouthéon), SNEP (Montbrison), André Laurent (La Ricamarie) présence sur le territoire du pôle de compétitivité ViaMeca,
Agglomération lyonnaise (22%)	Areva NP (Lyon), Bocard (Villeurbanne), FP Alu (Vaulx en Velin), Fonderie Vénissieux (Vénissieux)
Beaujolais (11%)	Malerba (Cours-la-Ville), Saint-Jean-Industries (Saint-Jean d'Ardières)
Ouest lyonnais (6%)	
Loire Centre (5%)	Castmetal (Feurs)
Boucle du Rhône en Dauphiné (4%)	Gindre Composants (Chavanoz)
Val de Saône – Dombes (4%)	
FABRICATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES, DE BOISSONS ET DE PRODUITS 10% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Stabilité des emplois entre 2008 et 2015	
Sud Loire (23%)	Lactalis Nestlé Ultra-frais Marques, Biscotte Pasquier et Jacobs Douwe Egberts Fr (Andrézieux-Bouthéon), D.V., la Stéphanoise d'abattage, Tradival et Candia (La Talaudière), Nestlé Purina Petcare France (Veauche), Natra (Saint-Etienne)
Agglomération lyonnaise (11%)	Lustucrus Frais (Saint Genis Laval), Panzani (Lyon) ou Vitavuire (Meysieu).
Nord-Isère (11%)	Martinet (Saint Quentin Falavier)
Beaujolais (11%)	Corico (Monsols)
Rives du Rhône (9%)	Nutrition et Santé (Annonay)
Roannais (7%)	Sicarev (Roanne), Revillon chocolatier (Le Côteau)
Monts du lyonnais (4%)	
Loire Centre (4%)	Nigay (Feurs), Ets Rochebillard et Bein (Violay)
FABRICATION DE MACHINES ET ÉQUIPEMENTS 9% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Baisse de -21% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (46%)	Bobst Lyon (Villeurbanne), Bosch Rexroth DSI et Aldes aéraulique (Vénissieux), Montabert (Saint-Priest), Manitowoc Crane (Dardilly)
Sud Loire (15%)	Primetals Technologies (Savigneux), Haulotte Group (L'Horre), Ermont (Lorette), Marrel (Andrézieux-Bouthéon), Clextal (Firminy).
Bugey Côtière Plaine de l'Ain (9%)	Carrier (Montluel)
Ouest lyonnais (5%)	
Val de Saône – Dombes (4%)	

Source : Acooss-Urssaf

FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC ET EN PLASTIQUE

9% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015
Baisse de -10% entre 2008 et 2015

Sud Loire (17%)	Coveris flexibles France (Firminy), Contitech Vibration Control France (Andrézieux-Bouthéon)
Agglomération lyonnaise (16%)	Contitech Anoflex (Caluire et Loire)
Bugey Côtière Plaine de l'Ain (14%)	Toray Films Europe (Saint-Maurice de Beynost)
Beaujolais (13%)	Gerflor (Tarare)
Nord-Isère (12%)	Nemera (La Verpillière)
Rives du Rhône (11%)	Plastic Omnium Composites (Andance), Saint Gobain Performance (Saint Quentin Fallavier)
Roannais (7%)	Michelin (Roanne)
Boucle du Rhône en Dauphiné (4%)	
FABRICATION DE MATÉRIELS DE TRANSPORT 8% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Baisse de -14% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (55%)	Renault Trucks (Saint-Priest et Vénissieux), Jtekt Automotive (Irgny), ACI et Safran Landing Systems (Villeurbanne) présence sur le territoire du pôle de compétitivité LUTB Transport & Mobility Systems
Rives du Rhône (19%)	Iveco France (Annonay), polyrim (Saint Marcel les Annonay)
Sud Loire (12%)	ZF et Saira (Andrézieux-Bouthéon), Axletech International (Saint-Etienne)

Source : Acooss-Urssaf



© google earth

ECO PARC BONVERT (MABLY)

La ZAC Bonvert constitue une zone économique d'envergure pour le Roannais, identifiée comme zone d'activités d'intérêt national (Zain). Elle occupe une centaine d'hectares et est située sur la commune de Mably, au nord de Roanne. La zone d'activités existante de Bonvert regroupe une petite dizaine d'entreprises et est actuellement en rénovation.

L'extension de cette zone, qui doit se développer dans le respect et la conservation du paysage naturel existant, vise à constituer une nouvelle offre multi-activités pour le développement économique du territoire roannais.

Regroupant plus de 25 hectares de disponibilités foncières, ce parc industriel labellisé est principalement dédié aux projets industriels d'envergure. Pour cela, il propose de grands tènements pour l'implantation de grands comptes industriels, mais il permet également l'accueil d'entreprises aux activités plus diverses.

Un premier hôtel d'entreprises, d'une superficie de 2 500m², doit s'implanter prochainement.

L'Eco parc Bonvert est aménagé par la SAS BONVERT, fruit d'une collaboration entre la SERL et la SEDL.

RECONVERSION DU TEXTILE TRADITIONNEL : DEUX EXEMPLES DE RÉUSSITE

Entreprise Denis et fils de Montchal (Loire centre) : vers un textile de luxe

Cette entreprise créée en 1956 était initialement spécialisée dans le tissage à façon. Fin des années 1980, elle s'est orientée vers la fabrication haut de gamme, notamment en soie naturelle. En 2000, elle intègre le rasage et l'impression par sublimation sur étoffe.

Les tissus créés par la société Denis et fils sont aujourd'hui visibles dans ses show-rooms à Paris. Cette société de 50 salariés qui a su mêler savoirs faire traditionnels et industrie de pointe (mousseline de soie la plus fine d'Europe) compte parmi ses clients de grandes maisons de couture et de jeunes marques. Chanel a annoncé le 22 juillet 2016 la prise de participation dans 4 sociétés ligériennes donc Denis et fils.

Entreprise Sigvaris de Saint-Just-Saint- Rambert (Sud Loire) : vers un textile à usage médical

L'entreprise est née du rachat de la société Tricotage Élastique du Forez (créée en 1913) par le groupe suisse Ganzoni (créé en 1864), alliant l'expertise du tricotage et la maîtrise technique des fils à l'expertise du bas à varice.

Sigvaris (nom de la marque) conçoit et fabrique tous ses produits en France. Le site de Saint-Just Saint-Rambert, qui accueille le siège social, est le plus vaste site de production de bas de compression au monde, répertoriant près de 500 salariés.

Sigvaris a su ouvrir le textile à l'univers des orthèses, devenant un leader historique de la compression médicale. Aujourd'hui, elle innove encore en s'étendant au marché de la compression sportive et du bien-être.



© Source : Sigvaris

Autres secteurs

INDUSTRIE CHIMIQUE 7% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Hausse de +2% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (55%) Sud Loire (14%) Rives du Rhône (10%)	Bugey Côtière Plaine de l'Ain (7%) Boucle du Rhône en Dauphiné (4%)
FABRICATION DE TEXTILES, LES INDUSTRIES DE L'HABILLEMENT 6% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Baisse de -25% entre 2008 et 2015	
Sud Loire (21%) Nord-Isère (17%) Agglomération lyonnaise (13%) Beaujolais (12%)	Loire Centre (7%) Roannais (7%) Bugey Côtière Plaine de l'Ain (7%) Boucle du Rhône en Dauphiné (6%)
FABRICATION D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES 5% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Baisse de -11% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (42%) Bugey Côtière Plaine de l'Ain (15%)	Sud Loire (14%) Rives du Rhône (10%)
INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE 5% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Hausse de +2% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (64%) Ouest lyonnais (12%)	Rives du Rhône (11%)
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION 5% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Hausse de +3% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (44%) Sud Loire (14%) Rives du Rhône (10%)	Nord-Isère (10%) Bugey Côtière Plaine de l'Ain (7%)
TRAVAIL DU BOIS, INDUSTRIES DU PAPIER ET IMPRIMERIE 5% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Baisse de -18% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (24%) Sud Loire (16%) Rives du Rhône (16%) Beaujolais (8%)	Loire Centre (7%) Roannais (6%) Val de Saône (4%)
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ-GAZ-VAPEUR 4% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Hausse de +4% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (27%) Bugey Côtière Plaine de l'Ain (27%) Rives du Rhône (19%) Sud Loire (14%)	

Source : Acooss-Urssaf



© google earth

ZONE D'ACTIVITÉ CLÉRIMBERT/ COLOMBIER/GRANGE EGLISE (SAINT-SYMPHORIEN-SUR-COISE)

Cette zone économique stratégique identifiée par le Scot des Monts du Lyonnais se situe à Saint-Symphorien-sur-Coise, dans la Communauté de communes «Les Hauts du Lyonnais». Elle s'étend sur une trentaine d'hectares et dispose d'un potentiel en extension de 9 hectares. Elle accueille une quarantaine d'entreprises principalement industrielles (dont Cochonou et France Salaison).

Elle bénéficie d'une localisation stratégique en entrée de la commune sur un axe vitrine.

La zone d'activité Clérimbert/Colombier/Grange Eglise est équipée d'un hôtel d'Entreprises constitué de cinq ateliers indépendants de 200m² chacun étant loué en bail précaire pour une période de 36 mois ; ces ateliers sont destinés aux entreprises artisanales nouvelles venues, naissantes ou dans leur premier développement. La zone comprend également un laboratoire de 200m² pour accueillir de l'activité agroalimentaire.



© google earth

NOVACIÉRIES, LA VALORISATION D'UN PATRIMOINE INDUSTRIELLE (SAINT-CHAMOND)

Novaciéries, opération de 45 hectares, se situe en plein cœur de la ville de Saint-Chamond et a pour vocation de devenir un quartier mixte durable où se mêleront activités économiques, commerces, services, loisirs et habitats.

Cette opération entend bien valoriser son patrimoine industriel en réutilisant et en réhabilitant certains éléments (halles, cheminées, pylônes, rails ferroviaires et viaducs), en utilisant des matériaux tels que le fer et l'acier (rappel des activités passées) et en proposant une signalétique symbolique (couleurs orange, grise et beige-gris). Cette opération portée par Saint-Etienne Métropole s'est adjoint l'aide de l'agence de design CAPPandCO et du studio de graphisme stéphanois So Far So Good.

D'ici 2018, il est aussi prévu de favoriser l'accueil d'activités économiques complémentaires aux activités existantes (principalement de la mécanique lourde axée sur le marché de l'énergie), de construire un Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) et d'ouvrir un parc urbain de 5 hectares.

%

Les plus gros
pourvoyeurs d'emplois
salariés privés dans les services
aux entreprises en 2015 :

L'Agglomération lyonnaise **102 030**,

le Sud Loire **33 040**,

le Nord-Isère **12 490**,

les Rives-du-Rhône **10 030**.

Des services aux entreprises polarisés par l'agglomération lyonnaise

Des services aux entreprises plus concentrés dans l'agglomération lyonnaise et dans les villes-centres

Avec 398 240 emplois en 2012, les services aux entreprises représentent 29% de l'emploi de l'aire métropolitaine lyonnaise.

Ces activités sont particulièrement concentrées dans l'agglomération lyonnaise, qui compte 35% d'emplois dans les services aux entreprises. En dehors du centre, les communes de Colombier-Saugrieu (aéroport), Solaize (Institut français du pétrole) ou encore Champagne-au-Mont-d'or et Limonest (Techlid) sont celles dans lesquelles les services aux entreprises sont les plus représentés. Loin derrière l'agglomération lyonnaise, se positionnent les territoires du Nord-Isère, Bugey Côtière Plaine de l'Ain et l'Ouest Lyonnais (de l'ordre de 25%) ainsi que certaines villes-centres (Brignais, Villars-les-Dombes, Vienne, Saint-Etienne, Villefranche-sur-Saône, Ambérieu-en-Bugey).

Les villes-centres offrent un environnement urbain propice à l'attractivité et au développement des services aux entreprises (accessibilité TC, TGV, services aux salariés et à l'entreprise, immobilier adapté, etc.) Ainsi, les secteurs du numérique, de l'information et de la communication s'y développent de manière préférentielle. Les territoires périphériques à ces villes-centres se caractérisent, de manière générale, par une part d'emplois dans les services aux entreprises modeste (entre 15% et 25%). Il est par ailleurs à noter que l'agglomération lyonnaise présente une spécificité dans les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture et de R&D, spécificité qui s'explique par la présence importante sur ce territoire de sièges sociaux et de centres de recherche.

Une croissance des services aux entreprises dans l'ensemble des Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise

L'aire métropolitaine lyonnaise a vu son nombre d'emplois dans les services aux entreprises augmenter de 54% entre 1999 et 2012 (+139 400 emplois) atteignant 398 240 emplois en 2012,

une tendance que l'on retrouve au niveau national. Tous les Scot sont concernés par une croissance des services aux entreprises, liée au développement de l'économie de la connaissance.

Les territoires concernés par les plus grandes hausses sont ceux dans lesquels l'industrie se porte bien, à savoir le Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain, le Val de Saône-Dombes et l'Ouest Lyonnais (respectivement +75%, +76% et +84% entre 1999 et 2012, contre +54% au sein de l'AML). Ce sont également ceux qui détiennent les parts d'emplois dans les services aux entreprises les plus importantes. Ces activités à haute valeur ajoutée, concentrées au sein de l'agglomération lyonnaise, peuvent aussi se localiser à proximité des activités industrielles dans des parcs d'activités mixtes.

Cette mutation de la géographie économique peut contribuer à la mutation des activités industrielles. En effet, la proximité géographique de ces deux secteurs, entreprises industrielles et services aux entreprises, peut faciliter les coopérations et rendre l'industrie plus innovante. A noter toutefois que cette corrélation

peut être liée à un mouvement d'externalisation de services autrefois internalisés de la part des entreprises industrielles.

Le Sud Loire, le Roannais, Loire Centre et les Rives du Rhône, territoires particulièrement peu pourvus en emplois dans les services aux entreprises, se caractérisent par une croissance plus limitée dans ces activités (à l'exception de la partie nord du Sud Loire).

Un secteur qui n'a toutefois pas été épargné par la crise

Les services aux entreprises ont fait l'objet d'une croissance soutenue mais plus faible sur la période récente puisque l'emploi salarié privé a augmenté de +8% entre 2008 et 2015 à l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise. Le Sud Loire et la Boucle du Rhône en Dauphiné ont d'ailleurs vu le nombre d'emplois diminuer dans les services aux entreprises sur cette période (-3%). La crise économique n'a donc pas épargné ce secteur même si certains territoires n'ont pas été affectés et présentent d'importantes dynamiques (Val de Saône-Dombes, Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain, La Dombes, Loire Centre).

%

2008-2015, évolution de
l'emploi salarié privé dans les
services aux entreprises :

Les plus fortes hausses :

La Dombes **+33%**, **+220 emplois** ;

Loire Centre **+29%**, **+290 emplois** ;

Le Bugey Côtière Plaine de l'Ain
+22%, **+1 240 emplois** ;

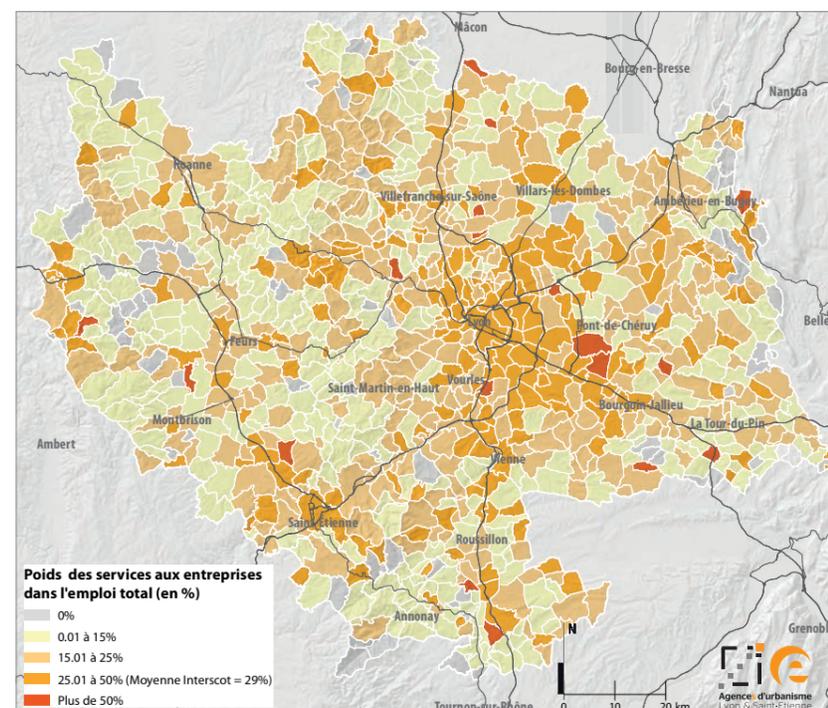
Le Val de Saône-Dombes **+18%**,
+140 emplois ;

Les baisses :

Le Sud Loire **-3%**, **-1 190 emplois** ;

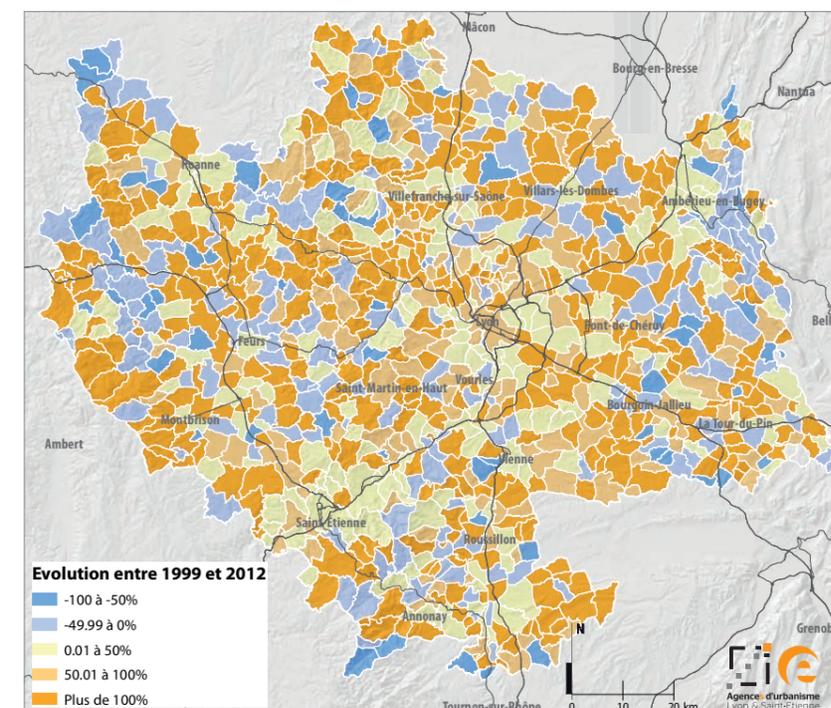
la Boucle du Rhône en Dauphiné **-3%**,
- 60 emplois.

Typologie des communes selon le poids des services aux entreprises



source : INSEE RP - traitements epures

Evolution du nombre d'emplois dans les services aux entreprises entre 1999 et 2012



source : INSEE RP - traitements epures

Un secteur largement dominé par les activités de services administratifs et de soutien

Certains territoires se démarquent par une forte représentation de secteurs d'activité dédiés aux services aux entreprises comparativement à l'ensemble de l'aire métropolitaine lyonnaise :

- Les activités de services administratifs et de soutien dans l'Agglomération lyonnaise et le Nord-Isère ;
- Les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques

dans l'Agglomération lyonnaise et le Roannais ;

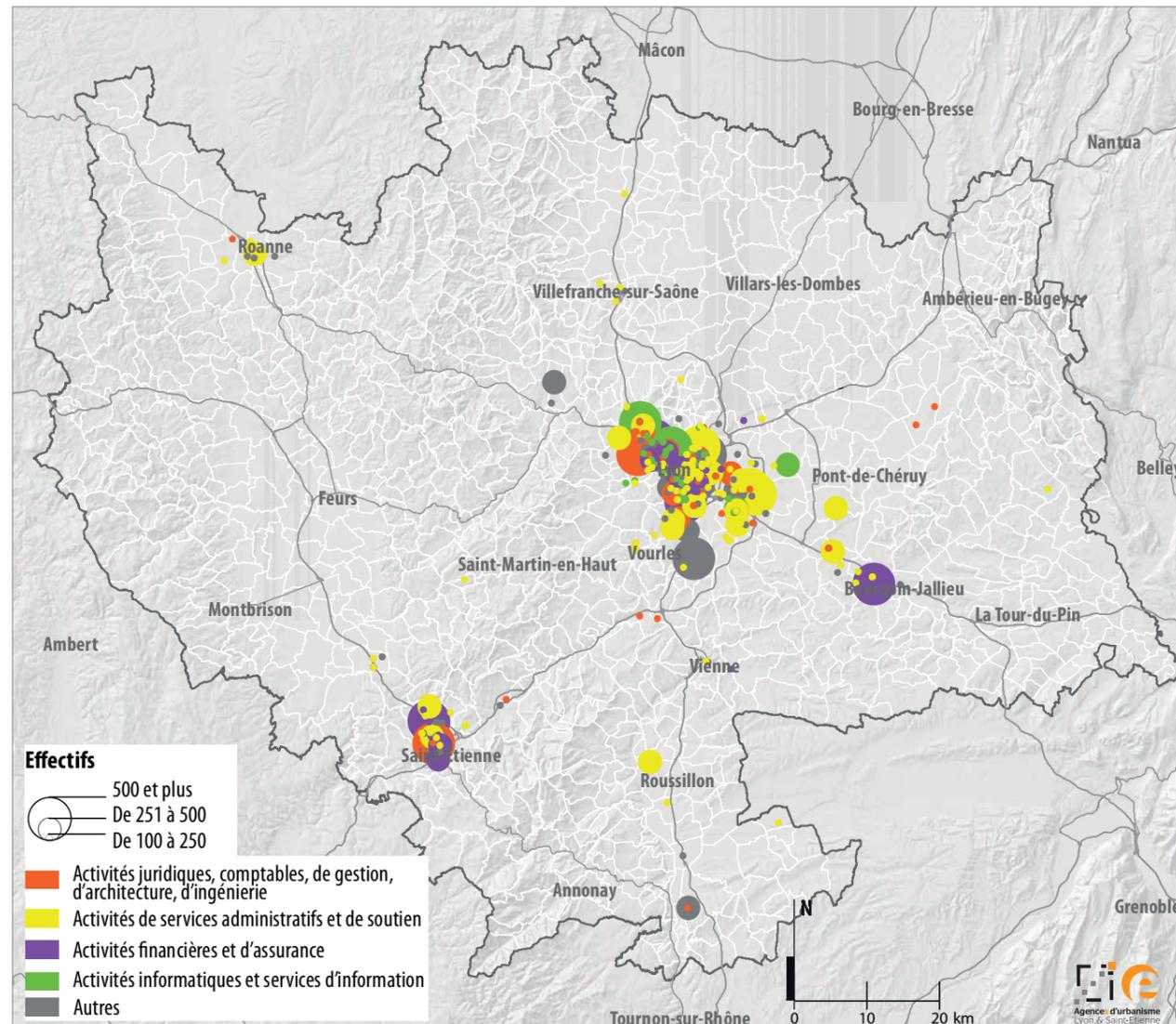
- Les activités financières et d'assurance dans le Sud Loire ;
- Les activités informatiques et services d'information dans l'Agglomération lyonnaise ;
- Les activités immobilières dans le Sud Loire, le Beaujolais et le Roannais ;
- Les activités spécialisées, scientifiques et techniques dans les Rives du Rhône et le Roannais ;
- La recherche-développement scientifique dans l'Agglomération lyonnaise et l'Ouest lyonnais.

L'analyse de la localisation des établissements de grande taille dans les services aux entreprises (plus de 500 salariés) confirme clairement leur concentration dans la métropole lyonnaise. Loin derrière, le Sud Loire s'affirme en tant que second pôle d'attraction, suivi du Nord-Isère.

Il convient toutefois de nuancer l'atout que peut représenter pour un territoire la présence de grands comptes. S'ils apportent incontestablement une visibilité et dans certains cas un effet d'entraînement sur le tissu économique local (clients, fournisseurs, sous-traitants), certains territoires, au

tissu économique moins diversifié, peuvent aussi se trouver dans une situation de dépendance à l'égard de ces grands groupes. On peut citer la commune de Saint-Etienne dont la majorité des emplois dédiés aux services aux entreprises concernent le Groupe Casino. La moindre difficulté économique de cette structure pourrait impacter lourdement le territoire.

Localisation des établissements de 100 salariés et plus spécialisés dans les services aux entreprises



source : INSEE RP - traitements epures

Les entreprises de services aux entreprises de 700 emplois et plus

CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY700 RHONE AUVERGNE	Recherche-développement scientifique	Villeurbanne	2 100
CAISSE REG CREDIT AGRICOLE MUT CTRE-EST	Activités financières et d'assurance	Champagne au Mont d'Or	1 100
TECUMSEH EUROPE SA	Activités financières et d'assurance	Vaulx Milieu	1 073
ELIOR SERVICES PROPTE ET SANTE	Activités de services administratifs et de soutien	Chassieu	900
DIGITAL VIRGO	Activités financières et d'assurance	Lyon	820
ADEQUAT 111	Activités de services administratifs et de soutien	Lyon	818
SOPRA STERIA GROUP	Activités informatiques et services d'information	Limonest	800
CEGID	Activités informatiques et services d'information	Lyon	800
CGI FRANCE LOGICA	Activités informatiques et services d'information	Lyon	800
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL LOIRE - HAUTE-LOIRE SIGLE : C.R.C.A.M. LOIRE HAUTE-LOIRE	Activités financières et d'assurance	Saint-Etienne	800
IFP ENERGIES NOUVELLES	Recherche-développement scientifique	Solaize	800
CASINO SERVICES	Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	Saint-Etienne	781
SECURITAS FRANCE SARL	Activités de services administratifs et de soutien	Caluire et Cuire	700
ISS PROPTE	Activités de services administratifs et de soutien	Chassieu	700

Source : Diane+ 2016

Grille de lecture :

la part des emplois salariés privés dans l'inter-Scot / la couleur symbolise la dynamique 2008-2015 (baisse en rouge, stabilité en bleu, vert en hausse) / le caractère spécifique du Scot dans un secteur donné est mentionné en gras.

Illustration :

L'Agglomération lyonnaise concentre 52% des emplois de l'inter-Scot dans les services administratifs et de soutien. Elle a vu ses emplois augmenter dans ce secteur entre 2008 et 2015. Elle ne présente pas de spécificité dans ce secteur par rapport à l'inter-Scot. Exemples d'entreprises les plus pourvoyeuses d'emplois : Elixor Services Propreté et Santé, etc.

Tableau récapitulatif de la répartition territoriale des emplois salariés privés dans les secteurs les plus pourvoyeurs et des entreprises les plus représentatives en termes de nombre d'emplois

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN 41% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Hausse de +10% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (52%)	Elixor Services Propreté et Santé (Chassieu), Adequat 111 (Lyon), Securitas France SARL (Caluire et Cuire), ISS Propreté (Chassieu)
Sud Loire (16%)	ISS Propreté (Saint-Priest-en-Jarez), Hygiène Environnement Industriel et CWT France Carlson Wagonlit Travel (Saint-Etienne)
Nord-Isère (9%)	Messagerie Lyonnais de presse (Saint-Quentin Fallavier)
ACTIVITÉS JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, D'ARCHITECTURE, D'INGÉNIERIE, DE CONTRÔLE ET D'ANALYSES TECHNIQUES 20% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Hausse de +14% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (52%)	Seb Développement (Ecully), Altran Technologies et Egis Rail (Lyon), Technip France (Vaulx-en-Velin), Adecco Groupe France (Villeurbanne)
Sud Loire (19%)	Casino Services, IGC Services (Saint-Etienne)
Roannais (4%)	AC Environnement (Riorges)
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE 9% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Hausse de +3% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (41%)	Digital Virgo, la Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles de Rhône-Alpes Auvergne, APRIL Santé Prévoyance, la Compagnie Plastic Omnium, BNP Paribas Personal Finance, Crédit Lyonnais (Lyon)
Sud Loire (27%)	CRCAM Loire Haute-Loire, Caisse d'Épargne Prévoyance Loire Drome Ardèche, Eovi MCD Mutuelle, Finealca (Saint-Etienne)
ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION 7% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Hausse de +13% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (80%)	Cegid, CGI France Logica, GFI Informatique (Lyon), Sopra Steria Group (Limonest), Sogetit France (Villeurbanne), Capgemini Technology Services (Saint-Priest)

Autres secteurs

FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC ET EN PLASTIQUE 9% des emplois salariés privés industriels de l'AML en 2015 Baisse de -10% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (33%)	Beaujolais (8%)
Sud Loire (30%)	Roannais (4%)
AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES 4% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Hausse de +2% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (49%)	Rives du Rhône (9%)
Sud Loire (20%)	Roannais (4%)
RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE 4% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Hausse de +3% entre 2008 et 2015	
Agglomération lyonnaise (76%)	Ouest lyonnais (17%)

Source : Acooss-Urssaf



Espace St-Germain © agence économique - Viennagglo

L'ESPACE SAINT-GERMAIN, CŒUR TERTIAIRE DE L'AGGLOMÉRATION VIENNOISE

L'Espace Saint-Germain, doté d'une bonne accessibilité (liaison rapide au centre-ville ainsi qu'aux axes autoroutiers, gare, bus), offre aux entreprises un large choix de solutions d'accueil : pépinière d'entreprises, centre d'Affaires JDS Center, location ou achat de plateaux de bureaux.

Ce quartier regroupe près de 1.000 salariés et plus de 150 employeurs dont Prezioso Linjebigg, Ingerop, IESA, Algorys, St Gobain Isover et Distri Mobile Systeme. Le site accueille plusieurs établissements publics comme VienneAgglo, le Scot, Rhône Pluriel, la médecine du travail, Pôle Emploi, Trésor public. L'Espace St Germain concentre également de nombreuses prestations de services aux entreprises ainsi que l'IUT 2 de Vienne, site de l'Université Pierre Mendès France de Grenoble.



La grande usine créative © Pierre Vurpas & associés

MANUFACTURE PLAINE ACHILLE, QUARTIER CRÉATIF DE SAINT-ETIENNE

Né de la volonté d'associer la reconversion de l'ancienne Manufacture d'armes à la requalification de la Plaine Achille, Manufacture Plaine Achille est aujourd'hui le quartier de l'économie et de l'innovation de Saint-Etienne. Il constitue un écosystème dans lequel on travaille (entreprises, espaces de coworking), on vit (logements), on étudie (Ecole National d'art et Design, Telecom Saint-Etienne), on se cultive (cité du design), on fait de la recherche (Institut d'optique).

Manufacture Plaine Achille, qui est aménagé par l'EPASE en lien avec Saint-Etienne Métropole, représente aujourd'hui 10 000 m² dédiés à l'accueil de nombreuses structures innovantes et à la création de start-up. D'ici 2020, ce sont 25 000 m² qui seront proposés.

L'ancienne usine de mécanique de la Manufacture (2 500m²) va devenir la Grande Usine créative, espace dédié à l'accueil des entreprises créatives et innovantes, avec une offre de locaux hyper-modulables et de nombreux services, à des coûts modérés adaptés aux toutes jeunes structures.

%

Les plus gros pourvoyeurs d'emplois salariés privés dans les services aux particuliers en 2015 :

- L'Agglomération Lyonnaise **56 580**,
- le Sud Loire **31 900**,
- les Rives-du-Rhône **12 160**,
- le Beaujolais **11 050**.

Des services aux particuliers répartis de manière homogène

Des services aux particuliers présents sur l'ensemble de l'aire métropolitaine lyonnaise

L'aire métropolitaine lyonnaise compte 461 550 emplois dans les services aux particuliers, ce qui représente 34% de l'emploi total.

Les services aux particuliers sont répartis de manière homogène sur l'ensemble de l'AML de part le type d'activité (économie présentielle : éducation, santé, administration publique, etc.), avec une présence un peu plus marquée dans les villes-centres et leurs environs.

Le Roannais et le Sud Loire sont très bien dotés (respectivement 38% et 37% de leur emploi total). Ce positionnement s'explique en partie par une population vieillissante qui requiert un niveau d'équipement en matière d'hébergement médico-social et social conséquent. Bugey-Côtière Plaine de l'Ain et Val

de Saône Dombes sont peu dotés en services aux particuliers (moins de 30%), tous les autres territoires se situent dans la moyenne de l'aire métropolitaine lyonnaise.

Certains secteurs d'activité sont bien représentés dans tous les territoires de l'aire métropolitaine lyonnaise. Il s'agit notamment de la santé humaine - action sociale. La représentation homogène de ces activités s'explique par leur rattachement à la population. En revanche, on observe une spécificité de l'Agglomération lyonnaise, de Bugey Côtière-Plaine de l'Ain, du Sud Loire et du Roannais dans l'administration publique. Il s'agit de territoires où les services de l'Etat et ceux des administrations locales sont fortement représentés.

Un rattrapage des territoires les moins dotés en services aux particuliers ?

Les services aux particuliers ont augmenté de 14% entre 1999 et 2012 au sein de l'aire métropolitaine lyonnaise (+57 000 emplois), une

croissance également perceptible au niveau national.

Les territoires qui enregistrent les plus grandes augmentations entre 1999 et 2012 sont ceux qui sont les moins bien dotés en services aux particuliers et inversement (Nord-Isère, Ouest Lyonnais, Beaujolais, Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain), ce qui tend au rééquilibrage territorial (« effet rattrapage »).

La périurbanisation résidentielle et économique favorise le développement en périphérie des services aux particuliers qui ont tendance à suivre la population mais également l'activité économique (cabinet de médecins, etc.), diminuant ainsi la fragmentation éco-spatiale des territoires (territoires avec une industrie de pointe, de services aux entreprises à haute valeur ajoutée, des services aux particuliers nombreux, une offre commerciale satisfaisante / territoires périphériques ou ruraux peu desservis et peu fournis en matière d'activité économique).

Un secteur qui n'a toutefois pas été épargné par la crise

La crise économique n'a pas épargné les services aux particuliers qui ont connu une croissance modérée sur la période récente : hausse de +13% de l'emploi salarié privé au sein de l'AML entre 2008 et 2015. Les hausses les plus soutenues sont observées dans le Val de Saône-Dombes, le Nord Isère et le Roannais.

Un secteur largement dominé par les activités d'hébergement médico-social et social et l'action sociale sans hébergement

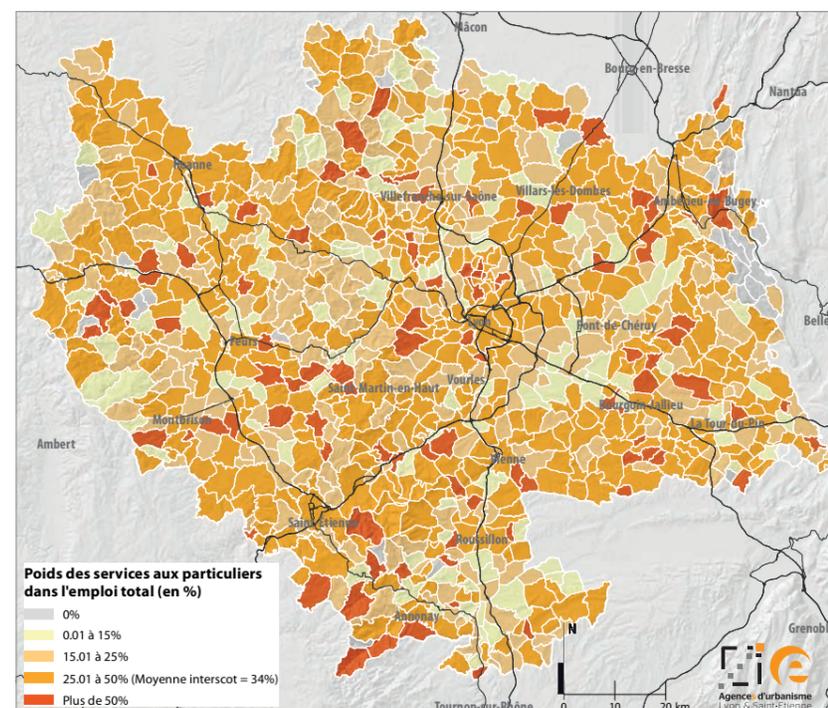
Contrairement à l'industrie et aux services aux entreprises, les services aux particuliers sont répartis de manière assez homogène sur tous les territoires de l'aire métropolitaine lyonnaise. Relevant du champ de l'économie présentielle, ces activités ont tendance à suivre les évolutions démographiques. C'est ainsi que, mises à part quelques exceptions, les territoires ne présentent pas de spécificité dans ces secteurs.

%

2008-2015, évolution de l'emploi salarié privé dans les services aux particuliers :

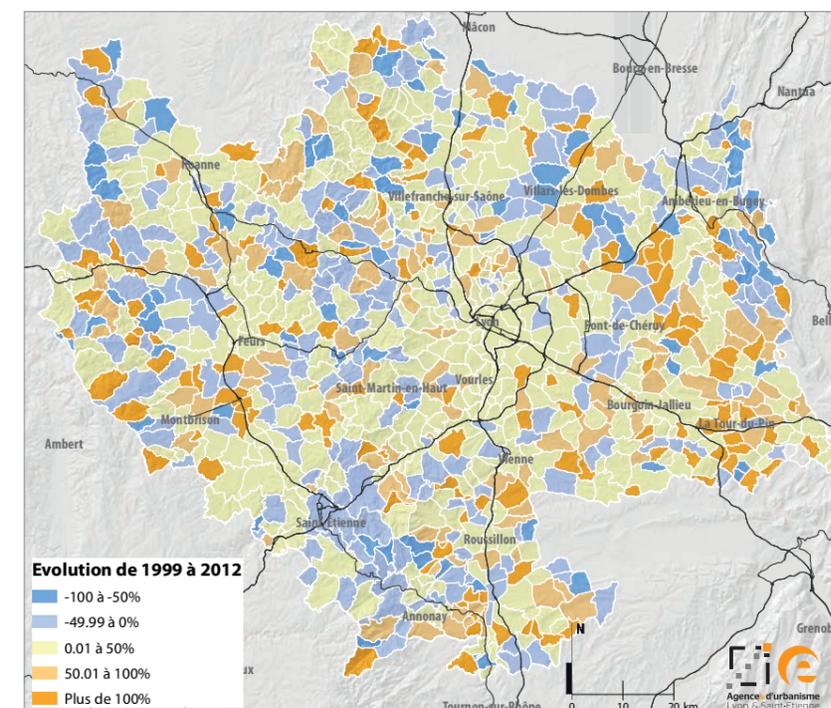
- Les plus fortes hausses :
- Le Val de Saône-Dombes **+24%, +300 emplois ;**
- Le Nord Isère **+18%, +1 290 emplois ;**
- Le Roannais **+16%, +900 emplois.**

Typologie des communes selon le poids des services aux particuliers



source : INSEE RP - traitements epures

Evolution du nombre d'emplois dans les services aux particuliers entre 1999 et 2012



source : INSEE RP - traitements epures

Les entreprises de services aux particuliers de 1 500 emplois et plus

HOSPICES CIVILS DE LYON CTRE HOSPITALIER LYON SUD	Activités hospitalières	Pierre Bénite	4 300
HOSPICES CIVILS DE LYON HOPITAL EDOUARD HERRIOT CSST HEH	Activités hospitalières	Lyon	4 200
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINT- ETIENNE NORD	Activités hospitalières	Saint Priest en Jarez	3 500
HOSPICES CIVILS DE LYON HOPITAL CROIX ROUSSE	Activités hospitalières	Lyon	2 800
COMMUNE DE LYON	Administration publique générale	Lyon	2 600
HOSPICES CIVILS DE LYON HOPITAL FEMME MERE ENFANT	Activités hospitalières	Bron	2 500
COMMUNE DE SAINT ETIENNE	Administration publique générale	Saint-Etienne	2 500
CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE ROANNE	Activités hospitalières	Roanne	2 100
CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER	Activités hospitalières	Bron	2 000
COMMUNE DE LYON ANNEXE COMMUNE DE LYON	Administration publique générale	Lyon	1 900
ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON	Enseignement supérieur	Lyon	1 900
RESTALLIANCE	Autres services de restauration	Lyon	1 800
DEPARTEMENT DU RHONE	Administration publique générale	Lyon	1 800
HOSPICES CIVILS DE LYON HOP CARDIO VASCUL PNEUMO L. PRADEL	Activités hospitalières	Bron	1 700
CENTRE HOSPITALIER DU FOREZ	Activités hospitalières	Montbrison	1 700
HOSPICES CIVILS DE LYON	Activités hospitalières	Lyon	1 600
CTRE HOSPITALIER VILLEFRANCHE S SAONE	Activités hospitalières	Gleize	1 500
SERVICE DEPARTEMENTAL- METROPOLITAIN D'INCENDIE ET DE SECOURS	Services du feu et de secours	Lyon	1 500
CENTRE HOSPITALIER GENERAL LUCIEN HUSSEL	Activités hospitalières	Vienne	1 500
CAISSE PRIMAIRE D ASSURANCE MALADIE DU RHONE	Activités générales de sécu- rité sociale	Villeurbanne	1 500

Source : Diane+ 2016

Tableau récapitulatif de la répartition
territoriale des emplois salariés privés dans
les secteurs les plus pourvoyeurs

HÉBERGEMENT MÉDICO-SOCIAL ET SOCIAL ET ACTION SOCIALE SANS HÉBERGEMENT 40% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Hausse de +21% entre 2008 et 2015
Agglomération lyonnaise (31%) Sud Loire (24%) Rives du Rhône (10%) Beaujolais (9%) Ouest lyonnais (6%) Roannais (5%)
HÉBERGEMENT ET RESTAURATION 21% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Hausse de +12% entre 2008 et 2015
Agglomération lyonnaise (42%) Sud Loire (17%) Beaujolais (8%) Roannais (4%)
ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE 16% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Hausse de +9% entre 2008 et 2015
Agglomération lyonnaise (39%) Sud Loire (21%) Ouest lyonnais (7%) Roannais (4%)
ENSEIGNEMENT 11% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Hausse de +9% entre 2008 et 2015
Agglomération lyonnaise (46%) Sud Loire (20%)
ADMINISTRATION PUBLIQUE 4% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Stabilité des emplois entre 2008 et 2015
Agglomération lyonnaise (56%) Sud Loire (32%) Roannais (6%)
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES 8% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Hausse de +19% entre 2008 et 2015
Agglomération lyonnaise (40%) Sud Loire (23%) Ouest lyonnais (5%)

Source : Acoess-Urssaf

D'autres spécificités économiques
fortes qui marquent certains
territoires

En dehors des spécificités évoquées, on peut identifier la présence de :

- L'agriculture dans les Monts du Lyonnais, la Dombes, Loire Centre et

le Beaujolais un poids significatif de l'agriculture dans les territoires de l'aire métropolitaine lyonnaise les mieux dotés en espaces naturels et agricoles ;

- Les transports dans le Nord-Isère et Bugey Côtère-Plaine de l'Ain.

Les entreprises de services aux particuliers de 600 emplois et plus

KEOLIS LYON	Transports urbains et suburbains de voyageurs	Lyon	4 100
DISTRIBUTION CASINO FRANCE	Hypermarchés	Saint-Etienne	1 500
SCREG SUD-EST	Construction de routes et autoroutes	Lyon	1 441
LA COMPAGNIE DES GERFAUTS	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé	Lyon	1 120
LA POSTE	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	Lyon	1 000
LA POSTE	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	Lyon	900
AUCHAN FRANCE AUCHAN	Hypermarchés	Saint-Priest	800
ORANGE SERVICE DIVERS	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé	Lyon	800
SNCF MOBILITES SNCF GARE DE LYON PERRACHE LYON 02	Transport ferroviaire interurbain de voyageurs	Lyon	800
SNCF MOBILITES SNCF LA MULATIERE 25 T QU PIERRE SEMARD	Transport ferroviaire interurbain de voyageurs	La Mulatière	700
TRANSPORTS PUBLICS DE L'AGGLOMERATION STEPHANOISE	Transports urbains et suburbains de voyageurs	Saint-Priest-en-Jarez	681
SOC NOUVELLE CGVL	Transports routiers de fret interurbains	Feyzin	639
LA POSTE LA POSTE	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	Saint-Priest	600

Source : Diane+ 2016

Tableau récapitulatif de la répartition territoriale des emplois salariés privés dans les autres secteurs

COMMERCE 17% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Stabilité de l'emploi entre 2008 et 2015
Agglomération lyonnaise (45%) Sud Loire (15%) Nord-Isère (8%) Beaujolais (8%)
CONSTRUCTION 9% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Baisse de -9% entre 2008 et 2015
Agglomération lyonnaise (42%) Sud Loire (15%) Rives du Rhône (9%)
TRANSPORT ET LOGISTIQUE 8% des emplois salariés privés dédiés aux services aux entreprises de l'AML en 2015 Stabilité de l'emploi entre 2008 et 2015
Agglomération lyonnaise (46%) Sud Loire (14%) Nord-Isère (10%)

Source : Acoess-Urssaf

Grille de lecture :

la part de l'industrie dans l'emploi salarié privé est indiquée entre parenthèse / la couleur symbolise la dynamique 2008-2015 (baisse en rouge, stabilité en bleu, vert en hausse) / le caractère spécifique du Scot dans un secteur donné est mentionné en gras.

Mutations de l'appareil productif et des emplois

Un territoire équilibré, qui s'appuie sur un double moteur économique « productif » et « présentiel »

L'aire métropolitaine lyonnaise présente un profil économique équilibré et une certaine complémentarité des territoires qui la composent. Cet équilibre s'appuie sur un poids significatif des activités des sphères productives et présentes.

Au-delà de cet équilibre global, des spécificités territoriales apparaissent, entre des territoires à dominante productive et d'autres à dominante plus présente.

Les analyses sectorielles ont montré cette grande diversité. L'analyse fonctionnelle des emplois permet d'aller plus loin (cf. encart).

L'évolution économique de l'aire métropolitaine lyonnaise s'est accompagnée d'une profonde mutation de son appareil productif et des métiers et emplois exercés. L'aire métropolitaine lyonnaise, comme l'ensemble du territoire national, a en effet connu un processus de tertiarisation et de montée en qualification des emplois. L'avènement de l'économie de la connaissance et la transformation numérique viennent modifier en profondeur les besoins des entreprises industrielles et de services en termes de compétences. Le socle industriel de l'aire métropolitaine conserve son effet d'entraînement sur le développement des services, qu'ils soient opérationnels (nettoyage, restauration...) ou à très haute valeur ajoutée (conseil, ingénierie, informatique...). Ces derniers sont des secteurs d'appui essentiels pour favoriser l'innovation dans l'aire métropolitaine lyonnaise.

L'accroissement démographique, le vieillissement de la population, le développement des loisirs et du tourisme ont généré de nouveaux besoins et ont

conduit à une croissance forte de l'économie présente (services aux populations résidentes et de passage).

Des fonctions métropolitaines en croissance forte et très concentrées dans le cœur de l'aire métropolitaine

Les fonctions métropolitaines pèsent près de 400 000 emplois dans l'aire métropolitaine, soit 29% de l'emploi total. L'emploi a crû d'un tiers entre 1999 et 2012. Parmi celles-ci, la fonction gestion est de loin celle qui occupe le plus de personnes (la moitié des emplois des fonctions métropolitaines). L'emploi dans la fonction « prestations intellectuelles » a connu la plus forte croissance (+103% sur la période). Ces fonctions, très concentrées dans le Scot de l'Agglomération lyonnaise, dans le centre et l'ouest en particulier (cf. cat. 3 de la carte des spécificités fonctionnelles des communes de l'aire métropolitaine), sont nettement surreprésentées par rapport à la moyenne nationale. Ce territoire accueille en effet de nombreuses fonctions de commandement (sièges sociaux...) et de prestations intellectuelles (ingénierie, activités numériques), qui lui confèrent cette forte spécificité. Ces fonctions tertiaires sont des points d'appui pour favoriser l'innovation dans l'industrie.

Au-delà de l'Agglomération lyonnaise, quelques pôles périphériques avec une forte dominante de fonctions métropolitaines émergent : L'Isle d'Abeau dans le Nord-Isère, avec la présence d'Orange, de Vicat ou encore du Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), Sainte-Julie dans la Plaine de l'Ain avec Plastic Omnium, ou encore Limas dans le Beaujolais avec la présence de l'entreprise Bayer.



© urbalyon

LE QUARTIER DE LA PART-DIEU À LYON, SECOND PÔLE TERTIAIRE FRANÇAIS

Les fonctions métropolitaines sont en forte croissance, en particulier dans le Scot de l'agglomération lyonnaise. Cette croissance favorise un développement soutenu et régulier de l'immobilier de bureaux. La métropole lyonnaise constitue de loin le second marché français. En 2015, plus de 272 000 m² de bureaux ont été placés dans la Métropole, ce qui place Lyon, au rang des « Eurocities », telles que Francfort, Barcelone, Milan ou Amsterdam.

L'analyse fonctionnelle des emplois

Une nouvelle approche - l'analyse fonctionnelle des emplois - développée par l'Insee permet de comprendre et montrer les mutations économiques et des emplois à l'œuvre dans les territoires.

L'analyse fonctionnelle des emplois complète l'analyse sectorielle, plus traditionnellement réalisée. Elle permet une approche transversale aux secteurs d'activité puisqu'elle comptabilise les emplois à partir du métier exercé et non pas du secteur d'activité de l'entreprise. Les actifs sont répartis en quinze fonctions définies selon la profession exercée. Les fonctions exercées sont transversales à la fois aux secteurs d'activités, aux statuts (indépendant ou salarié, public ou privé) et aux niveaux de qualification. Ainsi, par exemple, un comptable peut exercer aussi bien dans une entreprise industrielle, du BTP, de services ou dans un commerce. Dans l'analyse fonctionnelle, il sera comptabilisé au sein de la fonction « gestion ». À l'inverse, un établissement industriel peut abriter différentes fonctions : fabrication, gestion, conception-recherche, logistique... Cette analyse peut s'avérer plus pertinente pour cerner les besoins des entreprises en termes d'immobilier : locaux d'activités, entrepôts, bureaux... Un établissement industriel peut n'abriter aucune fonction de fabrication, seulement des fonctions tertiaires.

Quinze fonctions ont été définies par l'Insee, regroupées au sein de quatre grandes catégories : fonctions de production, métropolitaines, présentes et transversales.

FONCTIONS DE PRODUCTION

Ces fonctions assurent la production des biens matériels :

- Agriculture et pêche : ensemble des professions concourant directement à la production agricole, à la pêche ou à l'exploitation forestière
- Bâtiment et travaux publics : ensemble des professions concourant directement à la

construction de bâtiments et d'ouvrages de travaux publics

- Fabrication : ensemble des professions consistant à mettre en œuvre des matériels ou des processus techniques, hors agriculture et pêche et hors BTP. Pour l'essentiel il s'agit des métiers concourant directement aux différentes étapes de la production de biens matériels et d'énergie

FONCTIONS METROPOLITAINES

Ces fonctions sont concentrées dans les grandes agglomérations :

- Conception - recherche : professions de la conception, de la recherche et de l'innovation. Dans l'industrie, elles recouvrent les phases préliminaires à la fabrication. Elle se distingue de la fonction prestations intellectuelles par la dimension d'innovation incluse dans les travaux des métiers concernés,
- Prestations intellectuelles : professions de mise à disposition de connaissances spécifiques pour le conseil, l'analyse, l'expertise, etc.
- Commerce inter-entreprises : professions en relation directe avec le commerce de gros et le commerce entre les entreprises, que ce soit pour l'achat ou la vente
- Gestion : professions de la gestion d'entreprise, de la banque et de l'assurance
- Culture - loisirs : professions de la culture et des loisirs, sportifs ou non

FONCTIONS PRESENTIELLES

Ces fonctions sont aux services de la population :

- Distribution : ensemble des professions de la vente aux particuliers, y compris l'artisanat commercial
- Services de proximité : professions des services de la vie courante (hors distribution, transport, éducation et santé)

- Éducation - formation : métiers de l'enseignement scolaire et universitaire (primaire, secondaire et supérieur) et de la formation professionnelle, y compris l'organisation de ces enseignements. Cette fonction n'intègre pas les animateurs sportifs ou de loisirs qui sont inclus dans la fonction Culture-loisirs

- Santé et action sociale : professionnels de la santé et de l'action sociale, y compris les pharmaciens ;

- Administration publique : emplois liés aux activités régaliennes et d'administration de l'État et des collectivités locales, hors services de la santé, de l'éducation. Elle intègre en particulier toutes les professions de la sécurité publique et de la justice.

FONCTIONS TRANSVERSALES

Ces fonctions sont présentes dans l'ensemble des secteurs de l'économie

- Entretien - réparation : professions prioritairement orientées vers l'entretien et la maintenance (hors bâtiment et travaux publics), ainsi que le traitement des déchets (et par extension l'environnement)

- Transports - logistique : professions du transport des personnes et des flux de marchandises

L'intérêt de l'analyse fonctionnelle dans un exercice de planification urbaine

L'approche fonctionnelle, qui se base sur les métiers exercés dans les entreprises, renvoie directement à la manière d'exercer ce métier et donc à des types d'immobiliers et de localisation.

Malgré la difficulté à établir un lien direct entre fonctions et types d'immobiliers, il est évident que l'évolution des types d'emplois engendre une évolution des besoins et donc de la demande des entreprises en termes de produits immobiliers (localisation et produits).

Des fonctions présentes réparties de manière plus homogène dans l'ensemble du territoire

Les fonctions présentes, représentent près de 518 000 emplois, soit 38% de l'emploi total. L'emploi dans ces fonctions a augmenté d'un quart durant la période. Parmi celles-ci, les fonctions services de proximité (126 400 emplois) et santé-action sociale (127 500 emplois) sont les plus représentées.

Ces fonctions de services à la population sont réparties de manière homogène sur l'ensemble du territoire, et constituent une grande part des emplois des communes périurbaines et rurales.

L'économie de ces communes s'appuie le plus souvent sur un triptyque, alliant fonctions présentes, activités de BTP et activités agricoles encore bien présentes (cat. 1 de la carte des fonctions). Parmi les plus grosses, peuvent être citées : Saint-Martin-en-Haut dans les Monts du Lyonnais, Ampuis ou Chavanay dans les Rives du Rhône, Villié-Morgon ou Morancé dans le Beaujolais, Thurins ou Millery dans l'Ouest lyonnais, Saint-Romain-de-Jalionas dans le Scot Boucle du Rhône en Dauphiné, ou encore Mionnay dans la Dombes.

Les polarités urbaines de rang métropolitain ou d'agglomération (cat. 2 dans la carte des fonctions), aux profils économiques équilibrés, présentent également une prédominance des fonctions présentes publiques et privées (distribution, santé-action sociale, éducation-formation, administration publique...). Il s'agit de Saint-Etienne, de Bourgoin-Jallieu, de Vienne, de Villefranche-sur-Saône, de Roanne, de Tarare, de Montbrison, de Feurs, de Rousillon, d'Annonay, d'Ambérieu-en-Bugey, de La Tour-du-Pin, de Pont-de-Chéruy, de Feurs, et de Villars-les-Dombes. Ces communes sont dotées de nombreux équipements et services publics et dis-

posent de centres-villes commerçants attractifs pour le bassin de vie. Ils jouent un rôle structurant dans l'organisation multipolaire de l'aire métropolitaine lyonnaise.

DES TERRITOIRES RURAUX ET PÉRIURBAINS, DONT L'ÉCONOMIE S'APPUIE SUR UN TRIPTYQUE FONCTIONS PRÉSENTIELLES, DE BTP ET AGRICOLES

Activités de maraîchage à Thurins, Scot de l'Ouest lyonnais



© urbalyon

Rue commerçante de Saint-Martin-en-Haut, Scot des Monts du Lyonnais



© urbalyon



© urbalyon

LES CENTRES-VILLES D'ANNONAY ET VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE, DEUX POLARITÉS URBAINES ET ÉCONOMIQUES STRUCTURANTES DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE OÙ PRÉDOMINENT DES FONCTIONS PRÉSENTIELLES PUBLIQUES ET PRIVÉES

Centre-ville d'Annonay, Scot des Rives du Rhône



© urbalyon

Centre-ville de Villefranche-sur-Saône, Scot du Beaujolais

Le maintien d'un socle productif fort dans l'aire métropolitaine lyonnaise

Comme l'a bien montré l'analyse sectorielle, l'industrie reste un socle majeur de l'économie de l'aire métropolitaine. Si la fonction de fabrication tend à perdre de l'emploi, comme au niveau national, elle n'en reste pas moins une spécificité encore forte de la seconde aire métropolitaine française, pourtant très tertiairisée. L'aire métropolitaine lyonnaise reste ainsi la plus productive des aires métropolitaines françaises.

Accompagnant cette fonction de production, la fonction transport-logistique est également fortement présente.

Ces fonctions de production concrète (fabrication et BTP) et de transport-logistique sont naturellement très implantées dans les territoires accueillant les grands sites industriels et logistiques de l'aire métropolitaine (cat. 3 de la carte des fonctions) : Est lyonnais (Saint-Priest, Vénissieux, Meyzieu, Genas), Nord-Isère (Saint-Quentin-Fallavier), Plaine du Forez et agglomération stéphanoise

(Andrézieux-Bouthéon, La Talaudière, Le Chambon-Feugerolles), Vallée du Rhône (Salaise-sur-Sanne), Val-de-Saône (Trévoux, Belleville), Côtiers de la Dombes (Miribel, Beynost), Plaine de l'Ain (Saint-Vulbas), le Roannais (Le Coteau, Riorges). Une partie de ces activités provient du desserrement des pôles urbains. Elles sont venues s'implanter dans ces zones périphériques, à la recherche de disponibilités foncières et d'une excellente accessibilité routière et autoroutière.

DES FONCTIONS DE FABRICATION ET DE TRANSPORTS-LOGISTIQUE QUI RESTENT TRÈS SPÉCIFIQUES DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYONNAISE

Le Parc de Chesnes à Saint-Quentin-Fallavier et Satolas-et-Bonce (Scot du Nord-Isère), l'un des territoires d'accueil privilégiés des activités productives et logistiques de l'aire métropolitaine lyonnaise



© urbalyon

L'aire métropolitaine conserve des capacités d'accueil encore importantes situées en périphérie des grands pôles urbains. Ici, le Parc de Chesnes situé au sud de la plateforme aéroportuaire de Lyon Saint-Exupéry dans la Communauté d'Agglomération de la porte de l'Isère. Le territoire Plaine Saint-Exupéry fait partie des principales réserves foncières à vocation économique de l'aire métropolitaine lyonnaise susceptibles d'accueillir des activités productives et logistiques dans les prochaines années

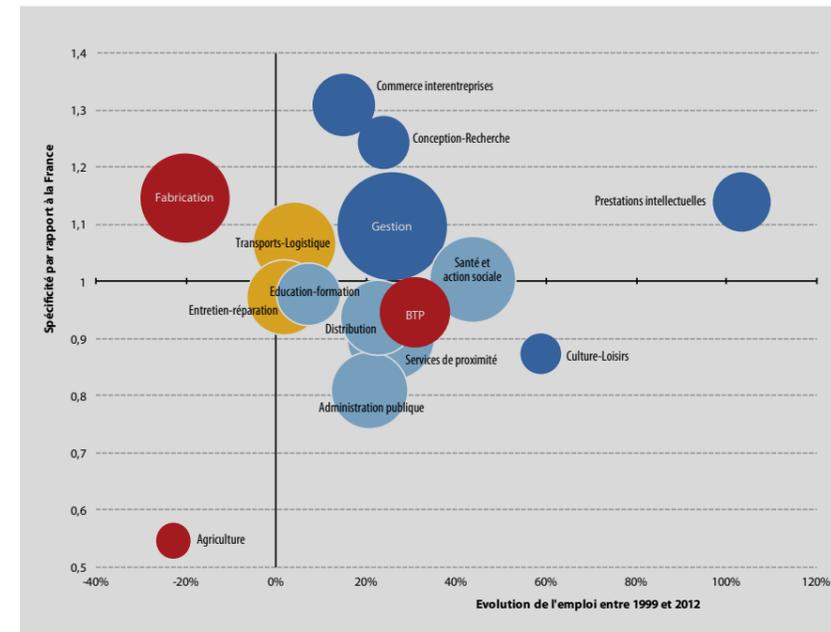
Le Centre d'activités nouvelles du Parc d'activités du Pays des couleurs à Arandon (Scot Boucle du Rhône-en-Dauphiné)



© urbalyon

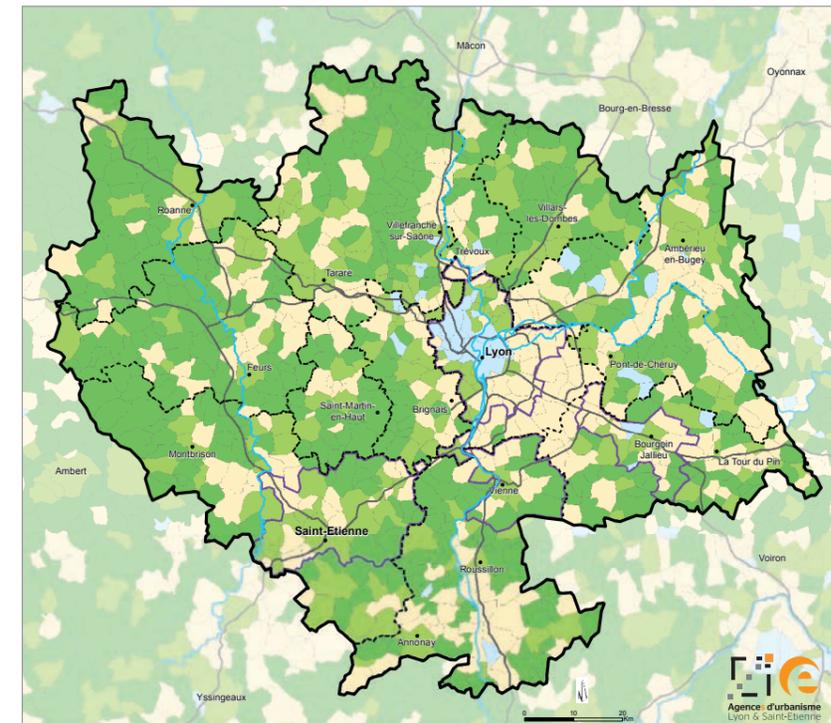
En dehors des grands sites d'activités métropolitains, un grand nombre des zones d'activités de taille moyenne maillent le territoire et viennent renforcer la vocation productive et logistique de l'aire métropolitaine lyonnaise

Poids de l'emploi, évolution et spécificité des fonctions dans l'aire métropolitaine



Source : Insee, RP 2012, traitement urbalyon

Les fonctions des emplois dans l'aire métropolitaine



Profil des communes :

- Prédominance des fonctions présentes (BTP et services de proximité) et agricoles
- Prédominance des fonctions présentes publiques et privées (santé-action sociale, éducation-formation, administration publique, distribution, entretien-réparation)
- Prédominance des fonctions métropolitaines et administration publique
- Prédominance des fonctions logistiques et de production (fabrication, BTP)

Source : Insee, RP 2012, traitement urbalyon

Une montée en qualification des emplois et actifs du territoire

Cette mutation du tissu économique et en particulier le développement important des fonctions métropolitaines est allé de pair avec une montée en qualification des emplois dans l'aire métropolitaine.

Une croissance des emplois de cadres et de professions intellectuelles très nettement supérieure aux moyennes régionale et nationale

En une quarantaine d'années, une recomposition profonde des emplois et actifs du territoire s'est opérée. Sur la période récente, la mutation s'est poursuivie, voire accélérée. Entre 1999 et 2012, le nombre d'emplois de cadres et professions intellectuelles supérieures a augmenté de +63%.

Cette croissance du nombre de cadres et professions intellectuelles est très nettement supérieure à celle enregistrée en Auvergne-Rhône-Alpes (+35%) ou en France (+25%). L'effet métropolitain joue à plein. Cette croissance a été particulièrement forte dans les Scot de l'Agglomération lyonnaise (+70%, soit près de 70 000 emplois supplémentaires), de l'Ouest lyonnais (+87%), du Bucopa (+76%) et de Loire centre (+67%). Il y a une corrélation évidente entre la croissance des fonctions métropolitaines et celle des cadres.

Dans le même temps, les emplois d'ouvriers diminuaient de -9% dans l'aire métropolitaine et ceux d'agriculteurs exploitants de -29%. Les Scot les plus

industriels, Scot du Roannais (-24%), Scot du Beaujolais (-13%), Scot Bucopa et Scot Loire Centre (-12%) ont connu les baisses d'emplois d'ouvriers les plus fortes.

Ainsi, en l'espace de treize ans, le poids des cadres dans l'aire métropolitaine lyonnaise a progressé de 5 points (passant de 13% de l'emploi à 18%) et celui des ouvriers a diminué dans le même temps de 5 points (passant de 26% à 21%).

Si l'emploi salarié a progressé régulièrement depuis une cinquantaine d'années, on assiste depuis quelques années, à un regain du travail indépendant. Signe d'adaptation à la crise ou souhait d'un nouveau rapport au travail, de nouvelles formes d'emplois émergent. Une réelle dynamique entrepreneuriale est à l'œuvre en France depuis une dizaine d'années, encouragée, il est vrai, par le développement de l'auto-entrepreneuriat. Cette dynamique est particulièrement forte dans l'aire métropolitaine lyonnaise, qui affiche des taux de création d'entreprise élevés par rapport à la moyenne nationale.

Une très forte polarisation des emplois les plus qualifiés dans le cœur de l'aire métropolitaine

Le Scot de l'Agglomération lyonnaise affiche une part des emplois les plus qualifiés nettement supérieure à la moyenne de l'aire métropolitaine. Les cadres et professions intellectuelles supérieures y représentent près d'un quart de l'emploi, contre 18% en moyenne dans l'aire métropolitaine. Cette concentration est particulièrement forte dans le centre et l'ouest de la

métropole. Quelques pôles d'emplois qualifiés émergent dans le Nord-Isère (Vaulx-Milieu, L'Isle d'Abeau), dans le Scot Bucopa (Sainte-Julie) ou encore Boucle du Rhône en Dauphiné (La Balme-les-Grottes). C'est dans les Scot, plus ruraux, des Monts du Lyonnais (7% de cadres dans l'emploi total), de Loire centre et la Dombes (8%), que la part des cadres est la moins élevée.

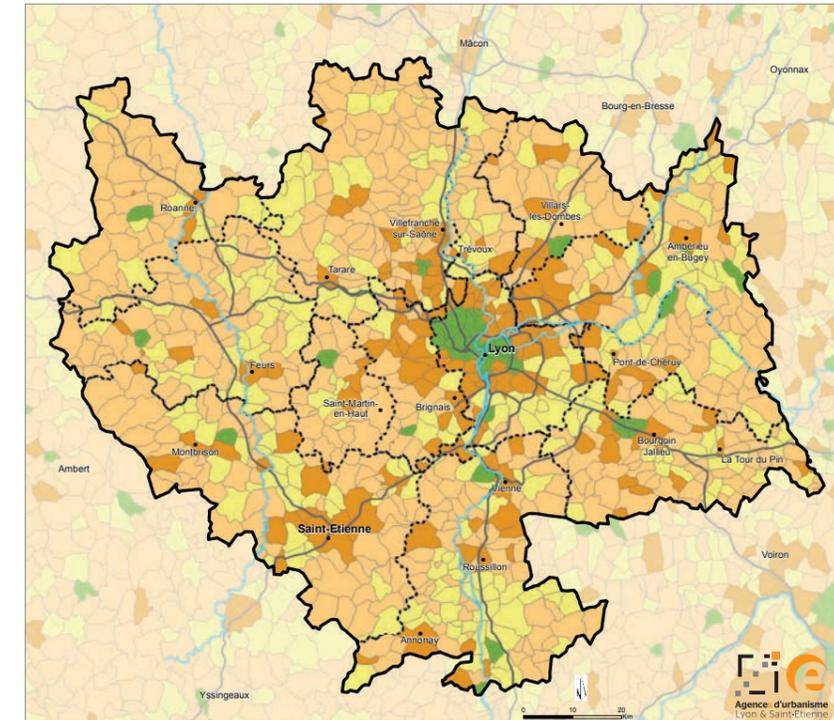
A l'inverse, le poids des ouvriers est encore de 30% dans Loire centre, de 29% dans le Bucopa, les Monts du Lyonnais ou le Val de Saône-Dombes et de 28% dans les Scot Boucle du Rhône en Dauphiné, la Dombes ou les Rives du Rhône. Cette part n'est que de 16% dans le Scot de l'Agglomération lyonnaise.

Ce sont les Scot les moins denses en emplois qui comptent la plus grande part d'artisans, commerçants et de chefs d'entreprises. Ainsi, cette catégorie pèse 11% de l'emploi total des Scot Boucle du Rhône en Dauphiné, de la Dombes et du Val de Saône-Dombes et 10% des Scot Loire Centre et Monts du Lyonnais.

Une concentration des actifs les plus qualifiés dans les Scot de l'Agglomération lyonnaise et de l'Ouest lyonnais

L'aire métropolitaine lyonnaise présente des profils de territoires relativement équilibrés en termes de catégories socio-professionnelles résidentes. Néanmoins, des particularités apparaissent. Les cadres et professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires sont largement surreprésentés dans et à proximité du cœur de la métropole lyonnaise : dans les Scot de l'Agglomération lyonnaise (18% de cadres et 27% de professions intermédiaires) et de l'Ouest lyonnais (14% de cadres et 28% de professions intermédiaires). La présence de ces catégories socio-professionnelles aux niveaux de revenus plus élevés profite à l'économie résidentielle des territoires où ils résident (transfert de revenus des pôles productifs vers les pôles résidentiels). A l'inverse, les Scot Loire Centre et Boucle du Rhône en Dauphiné comptent 38% d'actifs ouvriers. Il est à noter que le Scot des Monts du Lyonnais compte encore 10% d'agriculteurs exploitants dans sa population active. Les employés sont plus nombreux dans les Scot Sud Loire (30%), de l'Agglomération lyonnaise (29%) et du Roannais (28%).

Les catégories socioprofessionnelles des emplois

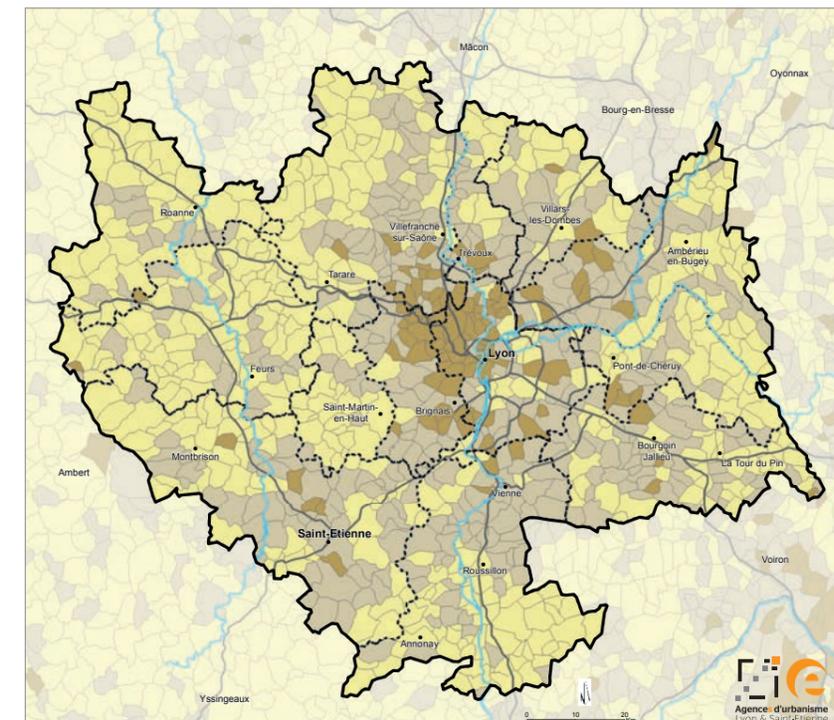


Source : Insee, RP 2012, traitement urbalyon

Profil socio-professionnel des emplois au lieu de travail

- Surreprésentation : artisans, commerçants, chefs d'entreprise et agriculteurs
- Sous-représentation : cadres et professions intermédiaires
- Surreprésentation : ouvriers
- Sous-représentation : cadres, employés et professions intermédiaires
- Surreprésentation : Employés et professions intermédiaires
- Sous-représentation : Cadres
- Forte surreprésentation : Cadres et professions intermédiaires
- Sous-représentation : artisans, commerçants, chefs d'entreprise et ouvriers
- Périmètre de l'Inter-Scot
- Périmètre Scot

Les catégories socioprofessionnelles des actifs

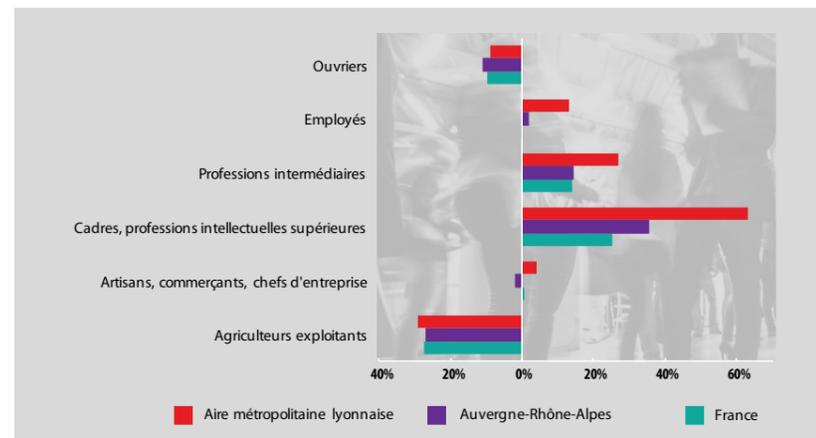


Source : Insee, RP 2012, traitement urbalyon

Profil socio-professionnel des actifs

- Pas de surreprésentation marquée
- Surreprésentation : ouvriers et employés
- Sous-représentation : cadres et professions intermédiaires
- Surreprésentation : cadres et professions intermédiaires
- Sous-représentation : ouvriers et employés
- Périmètre de l'Inter-Scot
- Périmètre Scot

Evolution de l'emploi par catégorie socioprofessionnelle entre 1999 et 2012



Source : Insee, RP 1999 et 2012, traitement urbalyon

Précarisation de l'emploi et hausse du chômage

Une instabilité propagée sur le marché du travail en France*

Au cours des trente dernières années, le recours aux contrats temporaires s'est multiplié (passant de 5% à 13% des emplois) et la durée des contrats s'est raccourcie (durée moyenne divisée par trois, passant de 3 à 1 mois). Les emplois non pérennes (CDD, intérim) ne jouent plus le rôle de « tremplin vers l'emploi stable », mais deviennent au contraire « une trappe pour ceux qui les occupent ». L'instabilité touche plus spécifiquement les jeunes de moins de 25 ans et notamment les moins diplômés et les 55 ans et plus ayant été confrontés à une perte d'emploi. Le marché de l'emploi s'est beaucoup féminisé mais les femmes restent moins payées et plus concernées par les emplois précaires. En 2012, même si le CDI reste majoritaire, 12,3% des emplois sont précaires.

Les contrats courts et la modulation du temps de travail : des variables d'ajustement en temps de crise

Les CDD courts et les contrats inté-

rimaires constituent des variables d'ajustement de plus en plus utilisées par les entreprises, notamment en période de fluctuations de la conjoncture économique.

La modulation de la durée du travail fait également partie des dispositifs mis en œuvre par les employeurs. Ils ont été encouragés par les mesures d'assouplissement du temps partiel prises entre 2008 et 2009.

L'aire métropolitaine lyonnaise n'est pas épargnée par ces évolutions

Selon le recensement de 2012, dans l'aire métropolitaine, 131 000 actifs occupent un poste salarié en CDD soit 8,3% des actifs occupés. C'est un taux proche de la moyenne nationale (8,5%) et qui est resté stable depuis 2007.

On recense en outre 302 000 actifs à temps partiel, soit 13% des actifs de l'aire métropolitaine lyonnaise. Cette proportion est inférieure aux moyennes nationale (17,5%) et régionale (19,1%). Toutefois, l'aire métropolitaine lyonnaise a été particulièrement concernée par l'augmentation du recours au temps partiel : + 8% en volume entre 2007 et 2012, + 0,7 points en structure.

Une augmentation du chômage généralisée

Conséquence de la crise, la progression du chômage a touché l'ensemble des territoires.

Entre 2008 et 2015, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle Emploi a connu une hausse de 76% dans l'aire métropolitaine lyonnaise, un taux d'évolution proche de celui de la région Rhône-Alpes (+ 74%), mais plus marqué qu'en moyenne en France (+ 68% en France Métropolitaine au cours de la même période).

* Voir Edition 2014 du panorama « Emploi et salaires » de l'Insee

Des territoires inégalement touchés par le chômage au sein de l'aire métropolitaine

Au 31 décembre 2015, près de 270 000 demandeurs d'emploi (catégories ABC) étaient enregistrés à Pôle Emploi au sein de l'aire métropolitaine lyonnaise. Cela représente en moyenne 17,6% des actifs, avec des disparités très marquées entre les territoires. Ce taux de demandeurs d'emploi ne correspond pas au taux de chômage, au sens du BIT (voir encadré méthodologique ci-contre).

L'Est lyonnais, l'axe Gier-Saint-Etienne-Ondaine, le Sud du Scot Rives du Rhône, l'axe Villefontaine-L'Isle

d'Abeau-Bourgoin ainsi que d'autres polarités urbaines de rang d'agglomération (telles qu'Annonay, Roanne, Tarare, Villefranche-sur-Saône, La Tour-du-Pin, Pont-de-Chéruy, Vienne) comptent parmi les territoires les plus touchés par le chômage. Ces territoires sont souvent des territoires à l'ancrage industriel ancien et encore fort. Beaucoup d'entre eux accueillent des quartiers de la politique de la ville.

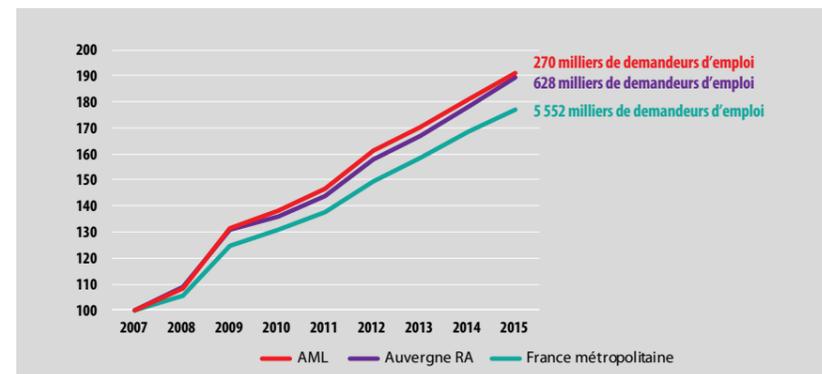
Au contraire, les territoires des Scot de Val-de-Saône-Dombes (11% des actifs), de l'Ouest Lyonnais (11 % des actifs), de la Dombes ou encore des Monts du Lyonnais (12% des actifs), restent plutôt épargnés, même s'ils ont connu une progression importante du chômage au cours de la période récente.

Taux de demandeurs d'emploi 2015 (dans la population active 2012)

L'Insee actualise régulièrement le taux de chômage au sens du BIT mais ne le décline pas en dessous de la maille géographique des zones d'emploi. Nous ne disposons pas d'un taux de chômage communal autre que celui calculé dans le cadre du recensement de la population de 2012. Pour pouvoir comparer nos territoires d'analyse entre eux, nous avons calculé un ratio rapportant le nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) inscrits à Pôle emploi fin 2015 à la population active issue du recensement de la population 2012 (regroupant à la fois des actifs ayant un emploi et des actifs se déclarant chômeurs). Le taux de demandeurs d'emploi ainsi calculé est à utiliser avec précaution (car issu de deux sources à deux années différentes).

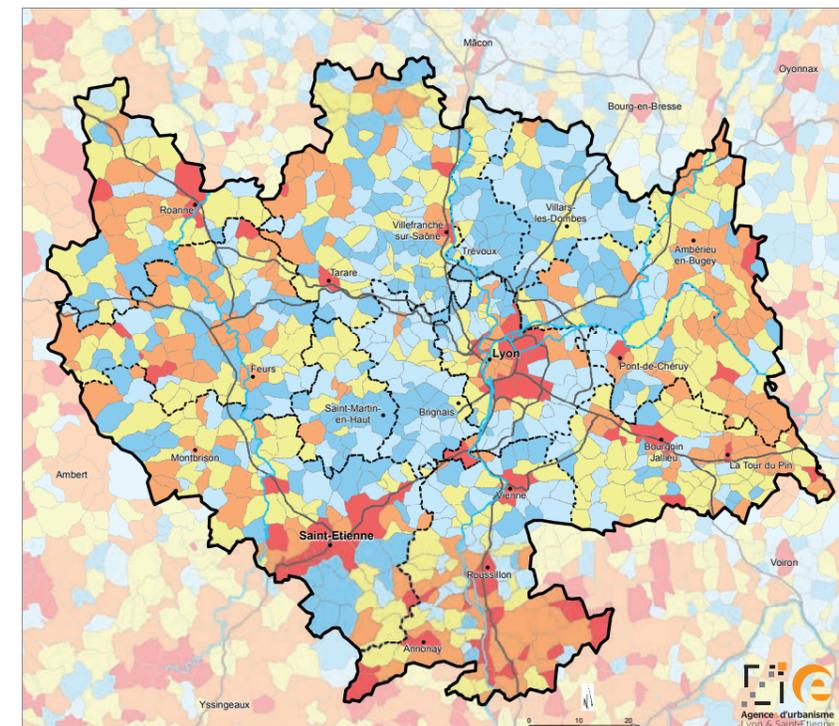
Il est différent et supérieur au taux de chômage au sens du recensement car les notions de chômeur au sens du recensement et de demandeur d'emploi de catégories A, B, C ne sont pas les mêmes.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC) entre 2007 et 2015, en base100



Source : Pôle Emploi au 31/12, traitement urbalyon

Les demandeurs d'emploi dans l'aire métropolitaine

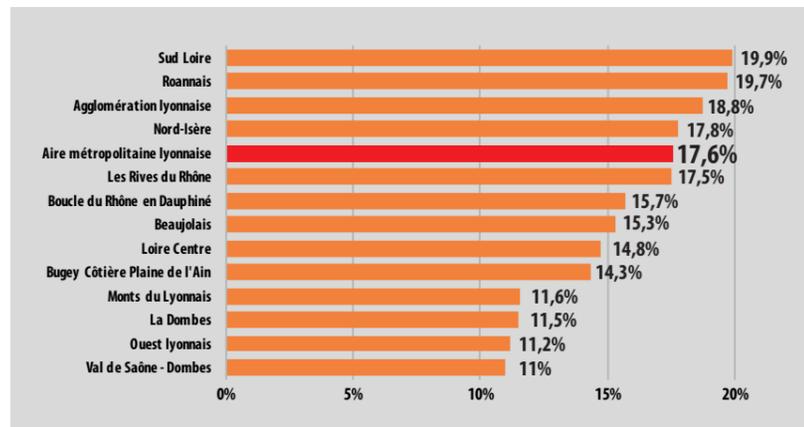


Source : Pôle Emploi au 31/12/2015, Insee RP 2012, traitement urbalyon

Taux de demandeurs d'emploi au 31 décembre 2015 rapporté à la population active 2012

- Moins de 10%
 - De 10% à 12%
 - De 12% à 15%
 - De 15% à 20%
 - Plus de 20%
- Périmètre de l'Inter-Scot
- - - Périmètre Scot

Taux de demandeurs d'emploi par Scot au 31/12/2015
rapporté à la population active en 2012



Source : Pôle Emploi au 31/12/2015, Insee RP 2012, traitement urbalyon

Au 31 décembre 2015, on compte 74 000 demandeurs d'emploi supplémentaires par rapport à 2010 : cela correspond à une hausse de 38% des demandeurs d'emploi à l'échelle de l'aire métropolitaine.

Cette augmentation touche l'ensemble des territoires, et notamment ceux qui étaient jusque-là épargnés. Les hausses les plus fortes, même si elles concernent de faibles volumes, sont observées dans les Scot du Val-de-Saône / Dombes (+ 53%), de l'Ouest lyonnais (+ 51%), des Monts du Lyonnais (+ 51%). Ce sont pourtant des territoires qui ont bénéficié d'une dynamique positive en matière d'emploi au cours des dernières années.

L'accès à l'emploi : un enjeu majeur dans l'aire métropolitaine

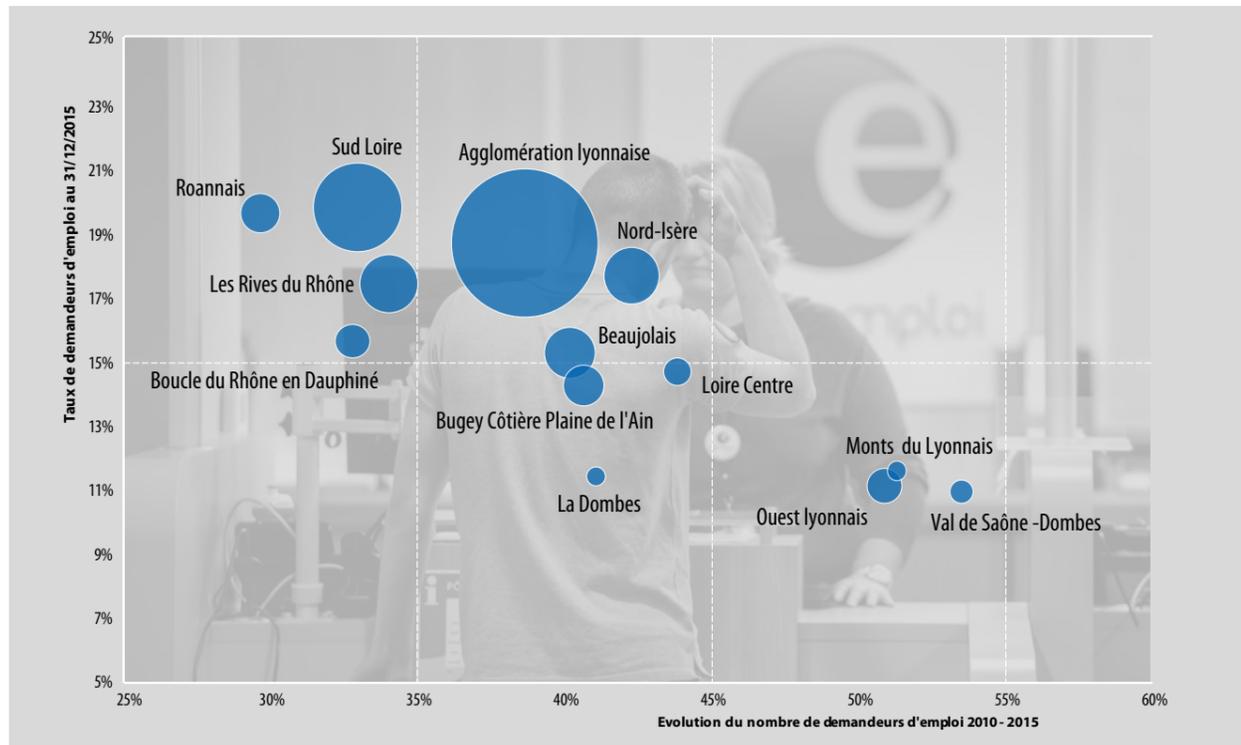
Des évolutions d'emplois et du chômage contrastées

La croissance de l'emploi sur un territoire ne s'accompagne pas toujours d'une baisse du nombre de chômeurs. Le graphique ci-dessous illustre le lien entre le taux de demandeurs d'emploi et l'évolution de l'emploi salarié privé par Scot. Certains territoires, tels que les Scot Sud Loire et du Roannais se caractérisent par un taux de demandeurs d'emploi élevé (supérieur à 19%) et une croissance de l'emploi salarié privé très faible (voire en baisse dans le Sud Loire). A l'inverse, l'Ouest lyonnais

ou le Val de Saône – Dombes associent dynamique positive de l'emploi et faible taux de demandeurs d'emploi. Mais pour de nombreux autres territoires le lien entre les deux indicateurs n'est pas évident : chômage élevé dans l'Agglomération lyonnaise malgré des dynamiques positives en matière d'emploi, chômage faible dans la Dombes malgré une croissance économique molle.

Le fonctionnement du marché du travail est de plus en plus complexe et les enjeux de mobilité et d'accès à l'emploi sont particulièrement forts : on ne travaille pas toujours là où on réside, et les emplois créés par l'installation d'une entreprise sur un territoire ne bénéficient pas toujours aux demandeurs d'emploi vivant à proximité.

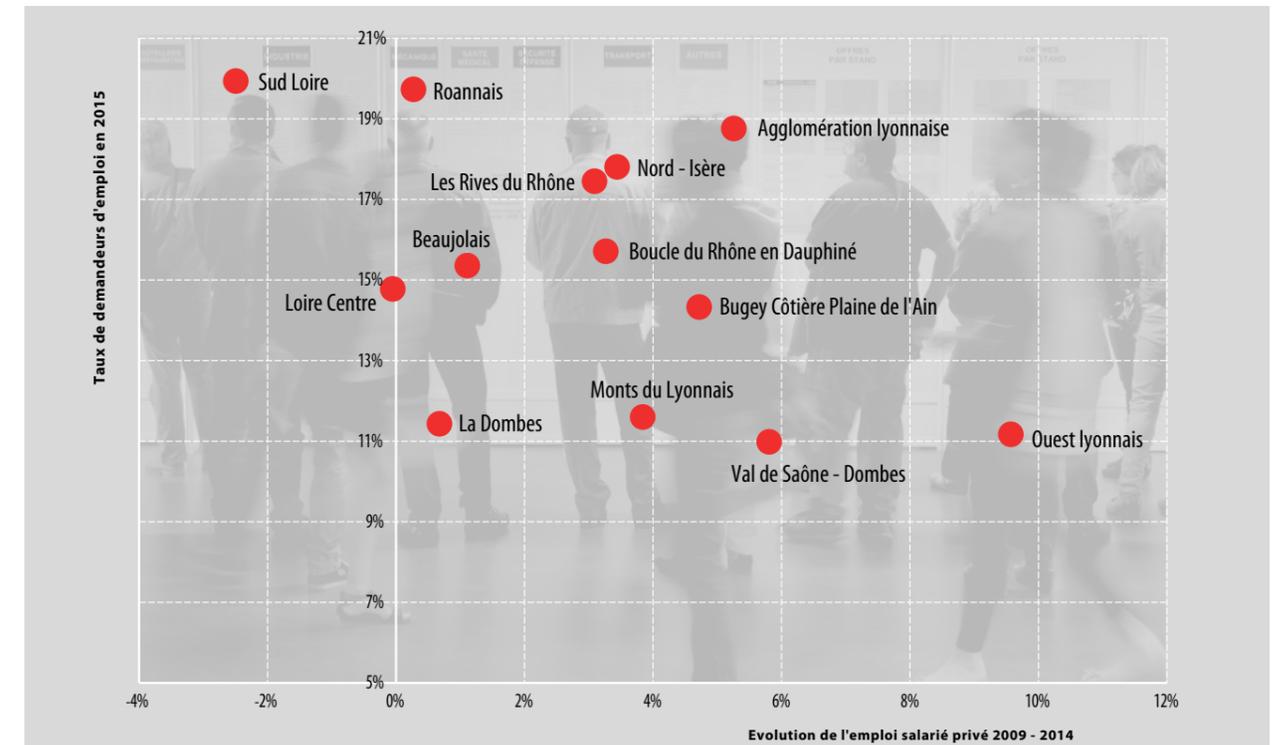
Taux de demandeurs d'emploi et évolution 2010-2015 par Scot



Source : Pôle Emploi au 31/12, traitement urbalyon /

La taille des ronds symbolise le nombre de demandeurs d'emplois

Taux de demandeurs d'emploi en 2015 et évolution de l'emploi salarié privé 2009-2014



Sources : Pôle Emploi 2015, Acoiss-Urssaf 2009-2014, traitement urbalyon

5

Conclusion et ouverture

Des disparités socio-spatiales marquées

L'analyse de la typologie des communes de l'aire métropolitaine lyonnaise au regard de ces deux indicateurs, fait apparaître des disparités importantes entre les communes du territoire (cf. carte ci-dessous).

Certaines communes, à la population modeste et frappées par un taux de chômage élevé, voient parallèlement leur tissu économique directement touché par des baisses d'effectifs significatives (communes en orange sur la carte). C'est le cas de plusieurs communes du sud de la Métropole de Lyon (Vénissieux, Feyzin, Oullins) mais également du sud des Rives du Rhône, de l'agglomération de Saint-Etienne, de Roanne ou encore de la Tour du Pin.

D'autres territoires très touchés par le chômage ont pourtant bénéficié ces dernières années d'un réel dynamisme économique (communes en vert sur la carte). C'est le cas des communes de l'est de la Métropole de Lyon (Porte des Alpes et Rhône Amont) mais également

d'autres villes de taille importante telle que Andrézieux-Bouthéon, Bourgoin-Jallieu, Annonay ou Vienne.

Ces constats soulèvent des enjeux importants de mixité sociale et des fonctions, de mobilité et d'accès à l'emploi et de renouvellement économique pour ces territoires.

A l'inverse, de nombreuses communes de l'Ouest Lyonnais et des Monts du Lyonnais associent un faible taux de demandeurs d'emploi et une dynamique positive en matière d'emploi (en bleu sur la carte). Sur le territoire du Scot de l'agglomération lyonnaise, c'est le cas également de plusieurs communes de la Communauté de communes de l'Est Lyonnais (Colombier-Saugnieu, Saint Bonnet-de-Mure, Toussieu), du Pays de l'Ozon (Chaponnay, Saint-Symphorien d'Ozon), ou encore de la Métropole de Lyon (Charbonnières-les-Bains, Chassieu, Dardilly, Genay, Jonage, La Tour-de-Salvagny, Saint-Cyr-au-Mont-d'Or ou Solaize).

Comme l'ont montré ces travaux, l'aire métropolitaine lyonnaise présente un profil économique équilibré et une certaine complémentarité des territoires qui la composent. Cet équilibre s'appuie sur un poids significatif des activités des sphères productives et présentes. Comme au niveau national, l'aire métropolitaine lyonnaise n'a pas été épargnée par l'instabilité qui s'est propagée sur le marché du travail.

De même, conséquence de la crise, la progression du chômage a touché l'ensemble des territoires de l'aire métropolitaine lyonnaise.

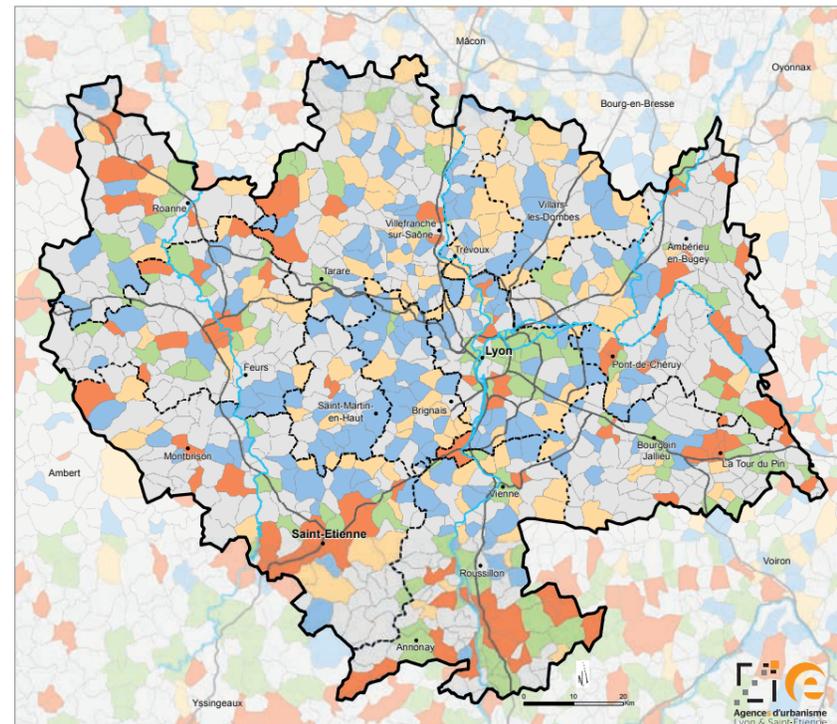
Le desserrement des activités industrielles et de certains services aux entreprises, sont autant de signaux faibles qui doivent interroger le dessein de la géographie économique de l'AML.

Aussi, afin d'élargir les analyses développées dans ce document, il conviendrait de préciser l'articulation entre les sphères économiques (entreprises), scientifiques (R&D) et académiques (formations) au sein de chaque territoire et à l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise, ces synergies, sources d'innovation, ayant des impacts sur l'activité économique et l'attractivité territoriale. Une analyse des flux de revenus générés par l'activité économique, de la circulation des richesses et des transferts d'établissements entre les territoires permettrait de s'interroger sur leurs impacts en matière d'équilibre territorial ou de creusement de la « fracture » entre les territoires qu'ils soient urbains, périurbains et même ruraux et les territoires.

Il semble que la prospérité des territoires de l'aire métropolitaine lyonnaise passe notamment par le maintien d'un secteur productif fort car :

- il caractérise les territoires de l'aire métropolitaine (les vallées industrielles, les filières historiques, ...)
- il polarise l'emploi des classes moyennes
- il génère la plupart des innovations et la plupart des exportations
- il conserve un effet redistributif majeur sur la sphère présente

Demands d'emploi et dynamiques de l'emploi salarié privé



Typologie des communes selon le taux de demandeurs d'emplois et les dynamiques de l'emploi salarié privé

- Taux de demandeurs d'emploi élevé ($\geq 15\%$) et baisse de l'emploi salarié privé ($\leq -3\%$)
- Taux de demandeurs d'emploi élevé ($\geq 15\%$) et croissance de l'emploi salarié privé ($\geq +3\%$)
- Taux de demandeurs d'emploi faible ($\leq 12\%$) et baisse de l'emploi salarié privé ($\leq -3\%$)
- Taux de demandeurs d'emploi faible ($\leq 12\%$) et croissance de l'emploi salarié privé ($\geq +3\%$)
- Communes ne se caractérisant pas par l'une de ces spécificités ou de moins de 10 emplois
- ▭ Périmètre de l'Inter-Scot
- ▭ Périmètre Scot

source : INSEE RP - traitements epures

référents inter-Scot :

Valérie Devrieux, Scot Sud Loire

Emmanuel Giraud, SEPAL

Michel Senelet, Scot du Beaujolais

Directeur de la publication : Frédéric Bossard, fbossard@epures.com

Equipe projet : Ludovic Meyer, lmeyer@epures.com

Angélique Tholoniât-Frachisse, atholoniâtfrachisse@epures.com

Vincent Couturier, v.couturier@urbalyon.org

Xavier Laurent, x.laurent@urbalyon.org

Mathilde Aladame, m.aladame@urbalyon.org

Infographie : **Agences d'urbanisme de Lyon et Saint-Etienne**

une **ingénierie métropolitaine**
au service des **territoires**

Les Agences d'urbanisme de Lyon et de Saint-Etienne ont constitué en 2010 un réseau d'ingénierie au service des territoires.

La présente publication est issue de cette collaboration originale au service des acteurs de l'aire métropolitaine lyonnaise.



**Agence d'urbanisme
de l'aire métropolitaine
lyonnaise**

Tour Part-Dieu 129, rue
Servient
69326 Lyon cedex 3
Tél. 04 81 92 33 00
Télécopie : 04 81 92 33 10
www.urbalyon.org



**Agence d'urbanisme
de la région stéphanoise**

46 rue de la télématique
CS 40801 - 42952 Saint-Etienne cedex 1
tél : 04 77 92 84 00
Télécopie : 04 77 92 84 09
www.epures.com